

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Que s'est-il passé en Syrie? par J. G.

**Les difficultés de la Communauté
Européenne du Charbon et de l'Acier**
par M. PIVERT

Habileté déshonorante par R. LOUZON

**Observations sur la productivité
agricole** par A.-V. JACQUET

**Propos non conformistes sur le
regroupement syndicaliste**
par R. HAGNAUER

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 400 fr.
Un an 700 fr.

EXTERIEUR

Six mois 480 fr.
Un an 850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)

Téléphone : CENTral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS

notre compte chèques postaux

Révolution prolétarienne 734-89 Paris

Sommaire du N° 82 - Avril 1954

Que s'est-il passé en Syrie ?.....
Les difficultés de la Communauté Euro-
péenne du Charbon et de l'Acier.....
Sur le syndicalisme marocain. — Pour une
amnistie outre-mer. — Les ingénieurs
dans la production.....
D'Elinor Lipper à Brigitte Gerland.
La grève de Vorkuta.....
Six semaines en U.R.S.S.....
« Le régime de la détention politique n'est
pas un régime concentrationnaire ».
Le camp de concentration de Téboursouk..
Pérou, Bolivie (janvier 1954).
Les camps de concentration en Tunisie.
Habilité déshonorante.....
Observations sur la productivité agricole..

J. G.

Notes recueillies par
Marceau PIVERT.

R. L.

Un voyageur.

Dr A. ALOULOU.
Silman AGHA.

R. LOUZON.

A.-V. JACQUET.

Parmi nos lettres

Encore la langue universelle.....
Chapelles et groupuscules.....

J. ROUX.

DUPERAY.

Notes d'économie et de politique

« Crises et crises ». — Après la guerre pour
Dantzig, verra-t-on une guerre mondiale
pour Hanoï ? Et fera-t-on une « petite
guerre » pour l'United Fruit ?.....
Propos non conformistes sur le regroupe-
ment syndicaliste.....

R. LOUZON.

R. HAGNAUER.

La renaissance du syndicalisme

Quand la C.G.T. prouve le mouvement...
en ne marchant pas !.....
Les propos du Prolo.....

L. MARTIN.

LE PROLO.

Cercle Zimmerwald.

Les faits du mois.

Entre nous.

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;

2) De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;

3) De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se fera le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4) De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent

pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Peloutier, « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;

6) De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;

7) Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bague policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Que s'est-il passé en Syrie ?

La Syrie vient de vivre une courte révolution. En quarante-huit heures, le régime dictatorial du général Chichakly a été balayé, et le retour à la légalité républicaine s'est accompli. Pour comprendre les événements, il est nécessaire de faire un retour en arrière, et de rappeler les différents coups d'Etat qui se sont succédé en Syrie depuis près de cinq ans.

Le 30 mars 1949, le colonel Zaïm prenait le pouvoir. Il se faisait bientôt désigner par un plébiscite comme président de la République et se nommait maréchal. Sa politique était dirigée contre le projet d'union des pays arabes (Croissant fertile), contre l'influence anglaise dans le Proche-Orient, et contre les éléments musulmans réactionnaires. Mais la dictature de Zaïm ne devait pas durer longtemps. Le 14 août 1949, le colonel Hinnaoui faisait exécuter le maréchal, pour être lui-même arrêté et exilé au Liban le 18 décembre de la même année, par ordre du colonel Chichakly. Hinnaoui devait être assassiné en octobre 1950 à Beyrouth par des partisans de Zaïm.

Ce premier coup d'Etat de Chichakly aboutit à une brève restauration du régime parlementaire. Mais le 28 novembre 1950, Chichakly qui voulait exercer un contrôle de fait sur le gouvernement, y plaçait un de ses amis, le colonel Selo. Toutefois, le président de la République, Hachem Atassi, restait en fonction.

Le 2 décembre 1951, les parlementaires ayant essayé de se débarrasser de Selo, Chichakly fait un nouveau coup d'Etat qui donne tout le pouvoir à l'armée, dont il est le chef d'état-major. Hachem Atassi démissionne. Le colonel Selo, bientôt nommé général, devient chef de l'Etat, et du gouvernement. Cela ne trompe personne : la réalité du pouvoir était entre les mains de Chichakly qui, officiellement, n'était que vice-président du Conseil.

Au début de sa dictature, Chichakly fut soutenu par le parti socialiste de la Rénovation arabe, dirigé par Akram Haurani. Ce parti, en effet, croyait voir en Chichakly un homme avancé, capable de jouer en Syrie le même rôle qu'Ataturk avait joué en Turquie. Mais la lune de miel entre les militaires et les socialistes fut de courte durée. Bientôt, le dictateur élimina tous les partis politiques et en organisa un nouveau, le Mouvement de Libération arabe. Haurani passa alors à l'opposition. Chichakly se fit nommer général et prépara une nouvelle constitution qui donnait un grand pouvoir au président de la République. Puis il soumit cette constitution au vote de la population et, éliminant Selo, se fit élire président de la République. Il y eut des élections législatives. Chichakly invita à y participer les partis qu'il avait placés dans l'illégalité. Un seul, le Parti populaire syrien (nationaliste, et même raciste syrien, et non arabe), accepta, et présenta dans un certain nombre de circonscriptions des candidats contre ceux du Mouvement de libération arabe ; il eut quelques élus. Mais beaucoup d'électeurs s'abstinrent de voter, suivant le mot d'ordre des partis illégaux.

Cependant, il était clair que le mécontentement contre le régime grandissait. A plusieurs reprises, des arrestations avaient été opérées, en particulier dans l'armée.

Au début, on avait pu prendre Chichakly pour un dictateur progressiste. Pendant sa brève union avec les socialistes, et sous l'influence de ceux-ci, il avait décrété la réforme agraire, qui fit illusion pendant quelque temps. La terre des grands domaines devait être distribuée aux paysans, ou aux nomades décidés à devenir agriculteurs. Après la rupture avec le parti d'Akram Haurani, on n'entendit plus parler de cette réforme, et il fut difficile de savoir si elle avait été réellement appliquée, où et comment. Dans la Ghouta, c'est-à-dire l'oasis de Damas (oasis d'aspect européen, où dominent les noyers, les abricotiers, les oliviers et la vigne, car l'altitude — 681 m. au centre de la capitale — détermine un climat insuffisamment chaud pour que le palmier puisse prospérer), où la petite exploitation (pas toujours la petite propriété) est la règle, aucun changement n'était visible. On apprend maintenant qu'en réalité, on n'a pas touché aux grands domaines, mais que dans le Djezireh, c'est-à-dire la vallée de l'Euphrate, région séparée des centres vitaux de Syrie par le désert, des terres de l'Etat ont été effectivement distribuées. Toutefois, les bénéficiaires, sédentaires ou nomades pauvres, ne reçurent avec ces terres aucun prêt en argent ou en outils agricoles et graines, de sorte qu'ils ne purent les faire fructifier et souvent les abandonnèrent.

Dans les villes, le régime de Chichakly se fit sentir surtout par la suppression de toute démocratie. Certes, il pouvait soutenir avantageusement la comparaison avec les régimes fascistes que nous avons subis ou que certains pays subissent encore en Europe. Souvent, à la suite de manifestations d'étudiants, ou de listes de pétition que l'on avait fait circuler, il y avait des arrestations, qui n'étaient que rarement maintenues plus de quelques jours. Néanmoins, toute pensée contraire à celle de la dictature ne pouvait s'exprimer librement.

Les grèves d'étudiants et de lycéens sont un élément important de la vie politique en Orient. Réprimées par Chichakly, elles réapparurent avec une grande force en décembre 1953. Les grévistes accusaient le gouvernement de faire le jeu des Américains, en se préparant à faire entrer la Syrie dans le bloc occidental. Chichakly accusa les chefs des partis dissous d'avoir fomenté ces grèves, et il les arrêta. En même temps, les Druzes du Sud de la Syrie s'insurgeaient. Ils constituent une minorité religieuse issue de l'Islam, mais devenue très différente de lui. Les Druzes étaient mécontents de ne pas être représentés au Parlement élu sous Chichakly. Malgré les démentis officiels, on se rendait compte que de graves événements se déroulaient dans leurs montagnes, et que l'armée devait employer contre eux les grands moyens. Finalement, on apprenait que leur chef, Soltan Attrache (qui donna du fil à retordre aux Français en 1925) s'était réfugié en Jordanie.

Le mécontentement qui, de toute évidence, se répandait dans le pays, poussa des chefs de l'armée qui jusqu'à ce moment avaient tu leurs désaccords, à intervenir. Chichakly avait pris depuis longtemps ses précautions pour empêcher un coup d'Etat de se produire à Damas. Il semble n'avoir

pas prévu qu'un mouvement pouvait éclater en dehors de la capitale, et gagner tout le pays. C'est pourtant ce qui arriva. Le 25 février 1954, la garnison d'Alep annonçait à la radio qu'elle avait pris le pouvoir dans la ville et invitait le pays à l'insurrection. Immédiatement, les commandants militaires de Hama, Homs, Lattaquié, du Djezireh et du Hauran se joignaient au mouvement. Damas se trouvait encerclé, sauf du côté de la frontière libanaise. Un ultimatum était envoyé d'Alep à Chichakly, le sommant de quitter le pays. Les blindés de Damas envoyés vers Homs se joignaient aux insurgés. Dans la soirée, Chichakly démissionnait et allait se réfugier au Liban, d'où il devait, deux jours plus tard, gagner en avion l'Arabie Séoudite.

Cependant, à Damas, les partisans de la dictature militaire n'avaient pas capitulé. Le 26 février, le président de la Chambre élue sous Chichakly, Kouzbari, déclarait exercer provisoirement les fonctions de chef de l'Etat. Alep ripostait immédiatement, déclarant qu'Achem Atassi, contraint de démissionner en 1951, était le seul président légitime.

Pendant ce temps, le portrait de Chichakly disparaissait rapidement de toutes les boutiques de Damas.

La journée du samedi 27 février fut la plus mouvementée. Après avoir commencé à libérer les prisonniers politiques, les partisans de Chichakly s'étaient ressaisis. Ils autorisaient les manifestations dans la rue, espérant que seuls leurs amis oseraient se montrer. Mal leur en prit. Leurs adversaires envahirent le Parlement qui, apeuré, s'empessa de voter sa propre dissolution. Des officiers chichaklystes arrêtaient alors le chef d'état-major, le général Choukair, qui désirait s'entendre avec Alep. Mais il fut libéré quelques heures après. Dans l'après-midi, des émeutes éclataient, la troupe tirait sur les manifestants qui mettaient le feu à un bâtiment municipal (l'incendie fut de courte durée). Le couvre-feu fut décrété de 20 heures à 5 heures du matin. Néanmoins, les coups de feu claquèrent jusque tard dans la nuit.

On apprit le lendemain matin que Choukair s'était rendu à Homs dans la soirée, et avait signé un accord avec les chefs des insurgés venus d'Alep.

Le dimanche 28, Kouzbari abandonnait le pouvoir, et les officiers les plus compromis passaient à leur tour la frontière libanaise. Mais dans l'après-midi, la fusillade se faisait entendre de nouveau. Elle était dirigée cette fois contre des manifestants stalinien qui distribuaient des tracts disant : « Chichakly était l'agent des Américains, Atassi est celui des Anglais. » Le couvre-feu était non seulement maintenu, mais porté à 18 heures.

Enfin, le lundi 1^{er} mars, en dépit de quelques derniers coups de feu, le calme revint. Dans l'après-midi, Atassi, venant de Homs, arriva à Damas en cortège officiel. Sur son passage, il y eut quelques applaudissements, assez clairsemés. On sentait dans le peuple une certaine satisfaction, mais peu d'enthousiasme. Pour être juste, je dois dire que j'ai vu une femme du peuple pleurer en apprenant la démission de Chichakly, et entendu un homme dire : « Maintenant, la gabegie parlementaire va recommencer. » Faut-il s'en étonner après l'intense propagande faite pendant deux ans autour de la personne de Chichakly ? Des dictateurs beaucoup plus odieux que lui ont parfois laissé de plus grands regrets.

Et maintenant, quelles sont les conséquences de ce changement de régime rapidement accompli ?

Les chefs militaires ont déclaré que désormais,

le rôle politique de l'armée était terminé, et que les soldats allaient rentrer dans les casernes.

Les vainqueurs sont trois grands partis politiques : le parti national, le parti populiste, le parti socialiste de la Rénovation arabe.

Le parti national est dirigé par de grands propriétaires et des bourgeois. Mais il manque totalement de base. C'est un parti qui peut avoir une grande influence sur le corps électoral (car bien souvent encore, en Orient, les ouvriers votent en bloc comme leur patron, les paysans comme le gros propriétaire), mais qui n'est pas vraiment soutenu par le peuple.

On pourrait en dire autant du parti populiste, dont les chefs viennent des mêmes classes sociales, s'il n'avait pas une influence réelle sur les masses populaires d'Alep.

Le parti socialiste de la Rénovation arabe, né de la fusion du parti socialiste que dirigeait déjà Akram Haurani, et du parti de la Rénovation arabe, dont le chef était Michel Aflaq, ressemble aux partis socialistes européens, dont il a les caractères réformistes, opportunistes (il s'abstient, par exemple, de prendre une attitude résolument laïque, parce qu'il craint de n'être pas suivi par les masses musulmanes ou chrétiennes, qui restent profondément croyantes). Néanmoins, il n'a pas été corrompu par une longue pratique de vie parlementaire comme les partis socialistes européens, et c'est dans ses rangs que l'on trouve les éléments les plus progressistes du pays. Il n'appartient à aucune organisation internationale, mais sympathise avec les partis de la II^e Internationale. Certains de ses leaders, surtout Michel Aflaq, ont une formation marxiste. On peut dire que c'est ce parti qui, après sa rupture avec Chichakly, a été à la pointe du combat contre lui dans l'illégalité, et qu'il jouit de la confiance de larges masses, ainsi que de sympathies très importantes dans l'armée et même chez les montagnards druzes. Cela ne veut pas dire qu'il obtiendra forcément un grand succès aux prochaines élections, car il faut compter avec le manque de maturité politique et le manque de résistance qu'opposent ouvriers et paysans à la pression patronale et féodale.

Il faut encore signaler les Frères musulmans, réactionnaires religieux. Dissous avec les autres partis politiques, ils avaient tenté en vain de sortir de l'illégalité en promettant de renoncer à s'occuper d'autre chose que des questions religieuses. Aujourd'hui, la nouvelle situation les fait réapparaître.

Quant aux stalinien, s'ils font parfois beaucoup de bruit, ils ne sont pas très nombreux. Leur propagande est surtout négative : ils critiquent les autres partis qu'ils accusent d'être vendus à l'une ou l'autre des puissances impérialistes. Ils ont une influence réelle chez les étudiants ; et dans deux milieux particuliers : la minorité religieuse orthodoxe, qui a sympathisé avec la Russie sous tous les régimes, et la minorité ethnique arménienne dont beaucoup de membres considèrent l'Arménie soviétique comme leur patrie. Ils ne faut pas demander aux orthodoxes stalinien, qui pour la plupart demeurent croyants, comment ils concilient leur foi religieuse avec leur foi stalinienne : ils vous répondront que l'athéisme soviétique est une invention des calomnieux de l'U.R.S.S. Et lorsqu'on discute avec un Arménien prosoviétique, si l'on oppose le communisme de Lénine à celui de Staline, il ne faut pas être étonné s'il vous répond : « Lénine ? Il a cédé Kars et Ardahan à la Turquie. Staline au contraire s'est montré l'ami des Arméniens en revendiquant ces deux villes. Que l'U.R.S.S. actuelle batte la Turquie dans une prochaine guerre, et la grande Arménie deviendra réalité. » (Ceci ne démontre-

t-il pas que la pensée des hommes est bien souvent déterminée par le petit côté des choses ?) Toutefois, les staliniens d'Orient ne sont pas toujours aussi déformés, corrompus idéologiquement, que les staliniens européens. On en rencontre qui sont assez ouverts, et avec qui la discussion est intéressante. Il est douteux que les staliniens puissent présenter des candidats aux prochaines élections.

Le Parti Populaire Syrien, qui a collaboré avec Chichakly, est de ce fait discrédité, et ne jouera probablement pas de rôle important dans un proche avenir.

Le nouveau gouvernement formé à Paris quand le peuple de Damas affrontait les fusils des militaires, ne comprend que des représentants du parti national et du parti populiste. Le parti socialiste a été éliminé. Il demandait un procès pour les responsables du régime de Chichakly et voulait que le chef du gouvernement de coalition soit pris en dehors des partis. On n'a pas voulu lui donner satisfaction, et un membre du parti national, Assaly, a été désigné comme président du Conseil. La constitution d'avant Chichakly a été remise en vigueur, et le parlement de 1949 a été rappelé ; on en a exclu toutefois les quelques députés qui avaient fait partie également de la Chambre de Chichakly. Mais de nouvelles élections doivent avoir lieu en juin prochain.

On a remis au lendemain des élections la discussion d'une question des plus graves, intéressant au plus haut point les peuples arabes, celle du Croissant Fertile, c'est-à-dire de l'union de la Syrie, de la Jordanie, de l'Irak et du Liban, ou tout au moins de leur fédération, avec un gouvernement central. Chichakly était opposé à cette union. Le Liban y est franchement hostile. En Jordanie, la reine-mère Zeïn fait tous ses efforts pour conserver le trône à son fils Hussein. Mais depuis longtemps, l'Irak désire faire aboutir ce projet. Or, le président de la Syrie, Hachem Atassi, et le parti populiste, sont de chauds partisans du Croissant Fertile. (C'est pour cela que la radio israélienne, qui s'était réjouie bruyamment de la chute de Chichakly, déchante aujourd'hui.) Akram Hourani n'est pas contre le principe d'une union des pays arabes, mais il la veut « sur des bases saines », et non sous le sceptre de Feÿçal II, ou peut-être de son oncle Abdul-Hilla. Les adversaires du Croissant Fertile disent qu'ils entendent conserver à la Syrie son régime républicain, et qu'ils ne veulent pas tomber dans le panneau que leur tend l'Angleterre, qui voudrait compenser la perte d'influence qu'elle subit en Egypte par des succès chez les Arabes d'Asie. Les partisans du Croissant Fertile répondent à cela que si l'Angleterre a encouragé dans le passé les tentatives de réaliser le Croissant Fertile, elle n'y tient pas tellement aujourd'hui. Sinon, ajoutent-ils, elle aurait poussé l'Irak et la Jordanie à s'unir immédiatement, après l'assassinat du roi Abdallah de Jordanie : l'occasion était bonne ; en tout cas, la participation de la Syrie au Croissant Fertile ne manquera pas de créer des difficultés à l'Angleterre.

La situation en Syrie est, on le voit, complexe. De toute façon, la fin de la dictature, le rétablissement de la légalité parlementaire, ne peuvent qu'aider le peuple syrien à faire son apprentissage de la démocratie et à évoluer vers les solutions socialistes. Il est intéressant de constater la part que le peuple a pris aux événements de Damas. Et à ce sujet, il faut faire un parallèle entre les événements de Syrie et ceux d'Egypte. Malgré les apparences, ils ont bien des points communs. A Damas on a manifesté contre un dictateur, au Caire pour un dictateur. Mais celui d'Egypte, Neguib, a à son actif des réalisations beaucoup plus révolu-

tionnaires que son ex-collègue syrien. La liquidation de la monarchie et des titres de noblesse ; une réforme agraire qui semble beaucoup plus réelle et profonde que celle de Syrie ; à défaut d'un véritable laïcisme, une politique de main tendue aux minorités religieuses (à peine au pouvoir, Neguib reçut longuement le Patriarche copte, puis alla lui-même présider une fête religieuse juive à la synagogue), l'élimination du Wafd, parti populaire mais corrompu, et des Frères Musulmans, qui jusque-là constituaient une grande force ; enfin, en dépit de quelques déboires, la réussite de la politique d'union avec le Soudan, tout cela a grandi Neguib aux yeux du peuple. Lorsque le Conseil de la Révolution a voulu l'éliminer, la foule a manifesté pour son retour au pouvoir, et les Soudanais ont crié : « Pas d'union avec l'Egypte sans Neguib. » Les quelques officiers qui croyaient avoir en mains l'armée et le peuple ont dû reculer, et le résultat de la crise sera un prochain retour à la démocratie et à la légalité. En Egypte comme en Syrie, l'attitude des masses a prouvé que le temps où les Orientaux étaient à la merci de leurs dirigeants est passé. La preuve est faite qu'un chef ne reste populaire que lorsqu'il réalise ; dans le cas contraire, il perd la confiance du peuple et ne tarde pas à être renversé.

Pour en revenir à la Syrie, bien des embûches, bien des difficultés attendent encore son peuple dans sa marche en avant. L'action qu'il a menée jusqu'à présent est, toutefois, d'assez bon augure pour l'avenir.

J. G.

Dirigisme et profits

« **Dénaturation du sel.** — La dénaturation du sel destiné aux usages industriels ou agricoles par addition de divers produits (...), choisis pour ne point gêner l'emploi prévu, a été longtemps pratiquée pour des raisons fiscales.

« On ignore en effet trop souvent que la gabelle, impôt si reproché à l'ancien régime, a survécu à la prise de la Bastille. Supprimée par l'Assemblée Constituante en 1790, elle réapparut sous l'Empire, sous la forme d'un impôt indirect, lequel ne fut supprimé que le 31 décembre 1945. Cet impôt n'était pourtant pas négligeable, puisque vers 1850, 100 kilos de sel d'une valeur de 10 francs étaient soumis à un impôt de 100 francs.

« ...L'impôt sur le sel destiné aux usages agricoles et industriels ayant été par la suite supprimé, ce sel devait alors être dénaturé pour l'empêcher de passer frauduleusement dans la consommation domestique.

« La suppression définitive (?) de l'impôt en 1945 curait dû logiquement faire disparaître cette dénaturation. Il n'en a rien été, car si la gabelle a enfin été théoriquement supprimée, (...) le prix du sel varie selon l'usage auquel il est destiné et les producteurs doivent empêcher, éventuellement en le dénaturant, que le sel vendu à un bas prix à l'industrie chimique ou à l'agriculture ne soit détourné comme « sel de consommation » ou « sel alimentaire » dont le cours est nettement plus élevé en raison de la politique suivie par la Direction des prix. »

Autrement dit : l'impôt n'est nullement supprimé, mais il est prélevé par les capitalistes à leur seul profit.

Les sauniers se... sucent !

(1) Extrait d'une étude de M. Henri Guérin, professeur à la Faculté des Sciences de Nancy. (*La Nature*, fév. 54).

Les difficultés de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier

Le 22 janvier, à Paris, devant une Commission du Mouvement démocratique européen, Finet, syndicaliste belge, représentant ouvrier à la Communauté Charbon-Acier, a fait un exposé qui fut suivi de l'intéressant échange de vues, dont Marceau Pivert a recueilli les éléments, qu'on lira ci-dessous.

...« L'Europe se fera par des réalisations concrètes... ce sont les bases économiques communes qui permettront d'élaborer une politique générale commune. » Ainsi commence notre camarade Finet, unique syndicaliste coopté au sein de la Haute Autorité du Charbon et de l'Acier. Première difficulté : assurer la libre circulation avec égalité des taxes fiscales : or celles-ci représentent 4 % du prix de revient en Allemagne et 15 % en France, au départ ; il a fallu des séances interminables pour tenter d'agir sur cette donnée, et dans le cadre beaucoup trop étroit du texte du traité. L'objectif proposé touche inévitablement à la structure des économies nationales et aussi à la politique d'investissements, à celle d'expansion de la consommation. Mais le traité n'a pas de pouvoir dans ces domaines essentiels. Il lui est interdit de porter atteinte à la « réserve de capitaux » que, dans chaque pays, les gouvernements entendent diriger vers tel ou tel secteur. Le principal obstacle est donc constitué par les intérêts. Cette situation est encore rendue plus difficile par le fait que les gouvernements, qui ont abandonné à regret une parcelle de souveraineté, cherchent à la reprendre ; tandis que les producteurs, et quelquefois même les travailleurs, préfèrent continuer à voir les choses dans la perspective purement nationale : un véritable esprit communautaire européen fait cruellement défaut.

Autre source de difficultés : l'inspiration du traité est exclusivement libérale : en principe, il faut assurer le jeu de l'offre et de la demande en assurant cependant à tous les utilisateurs des conditions égales ; alors, les coûts de production s'abaisseront et les consommateurs en profiteront. En fait, la Haute Autorité est composée surtout de huit représentants des Etats (qui n'ont pas l'habitude de donner satisfaction aux syndicats !) : le remède à ces difficultés ne peut donc pas se trouver ailleurs que dans l'action propre des syndicats. Pour agir, il faut connaître les conditions de fonctionnement de l'instrument créé : il ne dispose pour l'instant que d'un budget infime au regard des charges à assumer : à 0,9 % de prélèvement, c'est un budget de 300 milliards. Avec cela, il faut favoriser les recherches, les constructions ouvrières, les informations, les adaptations.

Mais rien que sur les informations, il est actuellement très difficile d'établir des comparaisons entre salaires, charges sociales, niveaux de vie car même des organisations syndicales, enfermées dans leurs conceptions nationalistes, se refusent à fournir les renseignements.

Il est évident que des recherches sur la rentabilité ou des études de rationalisation peuvent conduire à des fermetures de puits : ici, les pouvoirs de la Haute Autorité doivent être interprétés ; mais il y a eu des pays qui ont ratifié en stipulant expressément que la Haute Autorité ne pourrait pas s'occuper des salaires ; l'élargissement de la sécurité sociale n'est pas non plus dans les attributions de la C.E.C.A. La seule chose qui est stipulée, à l'article 69, c'est la libre circulation de la main-d'œuvre qualifiée. On envisage donc de consacrer une fraction importante du budget à des dépenses de « réadaptation ». Il faudra passer par l'avis du Conseil des ministres. Et chaque pays devra aussi contribuer à ce fonds spécial.

Il ne semble pas, par contre, que la concurrence puisse être faussée par de bas salaires : les syndicats intéressés y veillent : en tout cas, c'est leur fonction essentielle ; ainsi, en Belgique, la convention collective fixe le salaire du mineur, quel que soit l'endroit où il travaille, à 284 francs belges.

La formation professionnelle est aussi un domaine où les syndicats ont leur mot à dire ; ils ont commencé à étudier le problème. Enfin, la construction de 60.000 maisons ouvrières, puis de 40.000 autres, dépend naturellement de l'emprunt projeté aux Etats-Unis, mais ce projet est conforme à l'objectif général du traité : « Faciliter et encourager la production ». Quand un mineur doit faire trois heures de chemin de fer pour rentrer chez lui ou venir à la mine, il n'est pas en mesure de produire dans de bonnes conditions.

En somme, si l'on connaît bien les clauses du traité, et si les organisations syndicales d'un secteur économique décisif s'unissent par-dessus les frontières et les divergences idéologiques, elles peuvent changer le caractère des compétitions de pays à pays et leur substituer une revendication commune : ainsi seulement on pourra éviter la décadence de l'Europe et jouer un rôle utile dans la sauvegarde de la paix.

L'heure des motions de congrès est donc dépassée : c'est en prenant conscience des puissants intérêts qui gravitent autour de cette construction européenne que les travailleurs pourront avoir leur place dans la nouvelle Europe : on a critiqué vivement la C.E.C.A. dans tous les milieux. Ce qui est sûr, c'est que le syndicalisme doit se poser maintenant des problèmes plus vastes que ceux qu'il a traditionnellement rencontrés dans le cadre national : essayer de grappiller ici ou là cela devient insuffisant quand la marge de pro-

fit des entreprises s'amenuise de plus en plus ; le cadre national est dépassé. Il faut aller au vaste marché commun : à quoi servent les machines modernes, les trains à bandes, quand il n'y a pas de débouchés pour écouler les produits et qu'on met les ouvriers en chômage ?

LA DISCUSSION

L'exposé de Finet a été suivi d'une discussion que nous résumons : les auditeurs syndicalistes ou socialistes redécouvraient la dure réalité de la lutte de classes (du moins ceux qui l'avaient oubliée). Constant constate un certain « rapport de forces »... la C.E.C.A. est une pointe avancée qui exige d'autres intégrations, et une autorité politique, et une politique, sinon elle ne sera que l'apparence d'une institution nouvelle derrière laquelle fonctionnera le cartel (le premier cartel des houillères date de 1710). « En réalité la libre concurrence n'existe pas ». Quant aux critères de rentabilité, ils sont très obscurs et discutables ; il faudrait tenir compte de tous les éléments, des pertes d'investissement aussi bien que des différences entre prix de revient et prix de vente ; quant aux salaires, il faut en revenir au vieux principe syndical : ce qui est un avantage pour quelques-uns est un avantage pour tous. Si, comme on le dit, les mineurs allemands ont refusé une augmentation de salaires, agissons pour les obliger à les augmenter ; organisons l'information pour établir les statistiques relatives à la main-d'œuvre puisque nous nous heurtons là à la résistance des employeurs ; enfin, impossible d'établir une comparaison des prix de revient si l'on n'impose un plan comptable...

Sinot ne dissimule pas la déception de ses camarades mineurs quant aux « avantages » pour eux de la C.E.C.A. : comment aller leur parler de l'Europe alors que, depuis un an, leurs difficultés ne font que croître ? Ce n'est peut-être pas la faute du marché commun, mais il faudrait bien que Finet puisse persuader ses collègues que les mesures transitoires intéressent au plus haut point les mineurs menacés ; il faut aussi comparer les salaires différés ; ceux des mineurs allemands sont beaucoup plus bas que chez nous ; voilà la concurrence déloyale ; résultats : on ferme nos mines de Provence qui ont, après celles de Lorraine, le plus haut rendement de toute l'Europe et les bénéfiques les plus élevés. On déplace des travailleurs sans rien faire pour eux. Il est évident que les syndicalistes doivent commencer par s'entendre et par s'unir. Mais il faut aussi que lorsque nous signalons une situation anormale à la C.E.C.A., on mette moins d'un an à nous répondre... S'il ne s'agit que de fermer les usines marginales, alors toutes les mines de France et de Belgique n'arriveront jamais à concurrencer les mines allemandes ; il faudra les fermer ; mais il y a aussi à envisager la question de l'écoulement de la production. Si des bassins sont mal placés géographiquement, il faut encourager la consommation sur place par des investissements ; il y a de vastes régions qui sont dépourvues de gaz : on peut le leur fournir en utilisant des charbons même médiocres ; en outre, on doit prévoir des centrales thermiques pour écouler les stocks de France et de Belgique : la C.E.C.A. déclare que les stocks européens sont minimes : 10 millions de tonnes ; mais on oublie de dire que 9 millions de tonnes sont sur le carreau des mines françaises et belges. Enfin, nous attendons toujours qu'on pense à indemniser les mineurs licenciés ou déplacés « volontaires » en Lorraine. Drôles de « volontaires » ! Nous remarquons que les capitalistes des puits de Pêchebron accor-

dent, eux, 250.000 francs d'indemnité à chaque travailleur licencié. Les bonnes intentions de la C.E.C.A. ne suffisent plus... sinon, qu'on ne s'étonne pas si les slogans stalinien ont du succès... Clozon déclare qu'« on n'y voit pas clair » : on ne sait pas où l'on va ; on ne sait pas ce que coûtent réellement les choses. « Je mets au défi qui que ce soit, dans l'état actuel de l'information statistique, de comparer les salaires hollandais, belges, allemands, français » ; les gouvernements non plus ne savent pas où ils vont ; et pourtant le secteur des mines, très concentré, est le plus simple à étudier ; mais il faudrait un plan comptable... dont personne ne veut. On a fait un effort aux Houillères ; quant à la sidérurgie, il n'y faut pas compter...

Lebras : Il n'y a qu'une méthode : quand on ferme une usine sous prétexte qu'elle n'est plus rentable, il faut que les syndicalistes soient capables de la prendre en charge et de la faire fonctionner ; et il cite le cas où, pour une même fabrication, une usine nationalisée sort quatre appareillages électriques dans le même temps qu'une autre usine en sort trente...

Felce est assez pessimiste : les syndicats attendent quelque progrès de la part de la C.E.C.A. et voilà que la C.E.C.A. s'adresse aux syndicats... c'est une sorte de cercle vicieux.

Collinet demande s'il ne conviendrait pas de constituer une association de « consommateurs finaux », pour demander l'entrée dans le contrôle de la C.E.C.A., qui admet celui des « utilisateurs ».

Etienne Weill-Raynal pose la question de l'attitude des producteurs : Comment se comportent-ils ? Collaborent-ils ? Ou bien ont-ils reconstitué leur cartel en se moquant des recommandations de la C.E.C.A. ?

Marceau Pivert pose la question des prix pratiqués : y a-t-il eu baisse ? Y a-t-il entente pour les maintenir, en face de la dépression menaçante ? Comment ne pas voir qu'il y a autour de ces questions une authentique lutte de classes à l'échelle européenne ? Une lutte sur deux fronts, d'ailleurs : contre les nationalistes rétrogrades, encouragés par les stalinien. Et contre le grand capitalisme qui veut faire une Europe de Restauration. En face de ces entreprises, il n'y a pas encore d'organisation ouvrière européenne capable de combattre au nom des masses laborieuses, pour une intégration économique, la cogestion et le contrôle démocratique d'une Assemblée européenne. Bien mieux, au lieu de rechercher avec rage l'union de toutes les forces syndicales libres, voilà maintenant qu'on augmente la confusion en intervenant dans les problèmes internationaux en s'alignant sur un bloc...

Karila demande, pour la propagande, des données précises sur les avantages concrets de la C.E.C.A.

J. Robin est assez pessimiste sur la possibilité d'apporter des satisfactions immédiates : il semble bien en effet que la grande force populaire dont vient de parler Marceau n'ait pas encore été constituée. « Il est certain que les prix ont monté ; dans ces conditions, notre effort est massacré d'avance ».

Veillon confirme : l'homme de la rue ne sait pas ce que c'est que la C.E.C.A. et ne s'intéresse nullement à ces problèmes : les prix ont baissé pour le charbon, mais pas à la consommation ; on ferme des mines ; développer la production, cela exige l'action syndicale pour les salaires. Les travailleurs répugnent à tout déplacement ; et les stalinien les encouragent à cette résistance.

Le Bourre : « Les vieux européens » ont un peu l'impression d'avoir joué depuis 1948 à l'ap-

prenti sorcier. Le mouvement syndical n'est pas encore préparé à des formes gestionnaires ; il s'agit, en présence du S.O.S. de Finet, de faire l'autocritique du mouvement syndical : il ne s'intéresse pas aux problèmes de reconversion, qui peuvent avoir bien des aspects. Le syndicalisme doit s'engager d'abord aux côtés du grand capitalisme et des technocrates pour, ensuite, pouvoir les vaincre ; sur le plan européen, sommes-nous prêts à substituer nos cadres à ceux du capitalisme ?

Dumas confirme ce qu'a dit Le Bourre : le souci professionnel et national des syndiqués est ce qui doit le plus nous préoccuper. Il y a du chemin de parcouru depuis qu'on n'avait pas le droit d'être syndiqué ; mais pas encore assez puisque nous devrions avoir à Luxembourg notre « brain trust » syndical européen.

J. Enock déplore que cette séance ne puisse conduire à aucune conclusion : il attendait beaucoup plus de la part des responsables syndicalistes.

« En fait il s'agit d'une véritable révolution à entreprendre... »

William : Il faut savoir utiliser les possibilités offertes par le traité. Entre ce qui est formellement recommandé et ce qui est formellement interdit, il y a une large marge d'initiatives à prendre et les travailleurs organisés seront bien obligés de s'en occuper, dans le cadre européen ; on peut même dire que plus la C.E.C.A. sera réactionnaire, et plus l'action syndicale s'imposera, qu'elle utilise ou non tel ou tel secteur capitaliste ou technocratique, il lui faudra établir son programme minimum commun et dépasser les frontières nationales : c'est l'apprentissage un peu rude de la réalité internationale qui formera une certaine conscience.

Constant insiste encore sur la nécessité de l'information exacte afin de pouvoir dire : « A partir de maintenant, les licenciements sont pris en charge par la C.E.C.A., qui en est responsable. »

Veillon précise que ses réflexions ne comportent aucune critique à l'égard de P. Finet, ni non plus une sorte de fuite du mouvement syndical devant ses responsabilités nouvelles.

Finet répond aux divers orateurs : il souligne qu'à Luxembourg, toutes les grosses organisations sidérurgiques, celles d'Allemagne, de France, de Belgique, ont leur bureau privé permanent, surveillant de près la C.E.C.A. Le mouvement syndical se rend-il compte de ce qui se passe ? On s'adresse à la C.E.C.A. comme si nous étions un gouvernement européen : cela constitue une erreur d'optique. Il faut voir le traité tel qu'il est et se rendre compte que si nous essayions de dépasser tant soit peu nos prérogatives, on aurait vite fait de nous rappeler à l'ordre.

Ainsi, pour les questions posées par Sinot, il faut savoir que nous ne pouvons intervenir qu'après avoir été régulièrement saisis : or c'est seulement le 12 janvier dernier que le ministre Louvel a signalé officiellement à la Haute Autorité la question des licenciements ; il faut en outre que le gouvernement fasse quelque chose, de son côté, pour les chômeurs ; alors, une aide supplémentaire de la C.E.C.A. peut être envisagée. Nous nous préoccupons aussi de développer la consommation ; mais il est nécessaire d'obtenir l'accord des gouvernements : alors, s'il s'agit d'installations nouvelles, il devient presque impossible d'obtenir l'accord unanime du Conseil des ministres. Telle est la réalité.

L'information est insuffisante ? Certes. Elle est même nulle en ce qui concerne les conditions sociales... Je défie un militant syndicaliste hollandais d'exposer le système belge de sécurité

sociale ; quant à nos organisations internationales, j'en parle en connaissance de cause, elles ne vont jamais au fond des problèmes ; elles ne peuvent pas le faire ; tous les essais tentés ont fait fiasco. Même de région à région comment comparer par exemple le régime des congés payés ? Nous avons en Belgique fait une grève générale de huit jours en 1936, à la suite des journées de juin 36 en France, pour conquérir cette législation ; mais il y a des variations très grandes d'une province à l'autre.

Comment pourrait-on, d'autre part, comparer les salaires hollandais et belges : il faut d'abord prendre une monnaie commune : 45 cents ou 180 francs de l'heure en Hollande, et 240 fr. en Belgique. Mais le coût de la vie est à l'indice 250 en Hollande et 420 en Belgique ; et les loyers ont augmenté de 140 % en Hollande et de 200 % en Belgique. Le B.I.T. a essayé de calculer ces termes de comparaison ; nous essaierons nous aussi, mais nous rencontrons là encore le même genre d'obstacle : il nous est interdit de violer le « secret professionnel » : les entreprises nous refusent donc la communication des listes individuelles de salaires. Tout dépend, dans ce domaine de l'activité, de la pression, de l'action syndicales. Déjà, au sein de la Haute Autorité, pour obtenir une majorité de 5 sur 9, c'est très difficile. Le moteur de la machine, c'est la communauté des travailleurs organisés. La Haute Autorité ne peut à peu près rien par elle-même ; mais avec l'aide de l'action syndicale, et dans l'intérêt de l'amélioration de la production, nous pouvons envisager des réalisations considérables : pour la formation professionnelle, pour la construction de 100.000 logements ouvriers ; en dehors de ces réalisations, les travailleurs ne s'intéresseraient pas à la C.E.C.A. Pourtant, il y a déjà, ici ou là, des progrès certains : les mineurs belges savent bien, par exemple, que s'il n'y avait pas eu la péréquation et la clause de 40 % du prix de la tonne qui les protège, il y aurait déjà du chômage sérieux dans leurs mines. Nous envisageons des crédits s'élevant à 1.000 dollars (400.000 francs) par travailleur licencié et réadapté. Je crois pouvoir insister ici sur une perspective moins conservatrice que celle qu'on entend chez les mineurs. Je suis de Charleroi ; je connais la question ; je dis que maintenir à tout prix ses hommes dans cet état d'esclavage, ce n'est pas une preuve de progrès. Il y a chez vous des mineurs qui occupent au fond une mine des Cévennes désaffectée : je connais ce genre de sacrifice ; mais il est plus utile de se battre pour avoir les moyens de changer de métier et même de région ; les Houillères de France ont un plan progressiste à ce sujet ; l'essentiel est de considérer l'évolution inévitable des techniques et de protéger les droits du travailleur.

Quant à l'attitude des producteurs, et à la création d'un Cartel à l'exportation, il y a là un état d'esprit absolument intolérable. Des juristes sont venus nous dire : « Vous n'avez pas le droit d'intervenir dans ce domaine car vous ne pouvez pas prouver que ce cartel a une influence sur le marché intérieur que vous contrôlez. » Nous n'avons pas accepté cet interdit. C'est la Haute Autorité qui, d'après l'article 61, doit fixer les prix maxima et minima. Donc ce ne sont pas les producteurs. Cependant, le Conseil des ministres nous a dit : « Non, inutile de fixer les prix maxima ». Nous n'avons pas eu plus de succès au Comité consultatif. Cependant, il nous faut combattre le Cartel ! Il faudra introduire une législation anticartel. Il est bien évident que si la Haute Autorité ne fait rien sur ce point décisif, il n'y a plus qu'à mettre la clef sous la porte et à fermer boutique.

Répondant à Marceau Pivert, Finet précise que, pour le charbon, les prix fixés par la H. A. dans les six pays n'ont pas bougé. Mais pour l'acier, il est exact qu'il y a eu légère hausse au début : surtout en France, où les sidérurgistes ont prétendu qu'il n'y avait pas assez de « rentabilité » ; mais nous assistons maintenant à un début de récession et les prix de barèmes ne sont plus pratiqués : il y a des réductions consenties en sous-main. Nous essayons de contrôler les prix réels. Mais les questions de rentabilité et de productivité sur lesquelles nous butons constamment sont traitées, dans les textes, selon les lois capitalistes : la « rémunération normale des capitaux engagés » est la règle à suivre : depuis six mois, les experts discutent sur la définition d'un prix de revient ; il est évident que les conceptions syndicalistes ne coïncident pas avec les conceptions capitalistes : il n'y a pas, pour nous que l'intérêt du capital à considérer : l'actif, dans une entreprise, c'est aussi le travail assuré aux

ouvriers ; il n'y a aucun doute que nos conceptions devront triompher, mais le texte du traité n'a pas été fait par des syndicalistes ; il offre cependant aux syndicalistes l'occasion d'une intervention qui va dans le même sens que toutes ses activités : en créant les conditions d'une augmentation générale de la rentabilité, de l'expansion, on ouvre de nouvelles possibilités d'amélioration du niveau de vie pour les travailleurs organisés. Encore faut-il que ceux-ci réclament leur part de l'augmentation de plus-value créée par l'élargissement et la meilleure organisation du marché ; mais il ne doit pas y avoir d'illusion sur le sens, les limites et le caractère de cette action : rien de fondamental n'a été modifié dans la structure sociale... on essaie seulement d'augmenter la part du gâteau que devront se partager capitalistes et travailleurs.

(Notes de séance rédigées par Marceau Pivert.)

(25-1-54.)

Sur le syndicalisme marocain

(Plusieurs dirigeants syndicalistes marocains arrêtés en décembre 1952 et détenus à la prison de Casablanca ont rédigé un mémoire sur le développement du mouvement syndical au Maroc. Certains passages de ce texte ont été publiés par Robert Barrat en annexe de son livre « Justice pour le Maroc ». On trouvera ici des fragments inédits de ce mémoire, dans lesquels les militants marocains tirent la leçon d'une expérience de cinq années.)

Au Maroc, seule la minorité des travailleurs européens (sur-prolétariat qui constitue le prolongement de la classe ouvrière française) jouit du droit syndical. Elle seule a le droit d'organiser et de diriger des syndicats. C'est un dahir (loi) de décembre 1936 qui lui a octroyé ce droit, et un autre dahir, de juin 1938, en interdit le bénéfice aux travailleurs marocains. D'après cette dernière loi, l'adhésion d'un Marocain à un syndicat est un délit, non seulement pour l'adhérent, mais même pour le Français qui l'aurait provoquée ou favorisée. Cette loi est restée en vigueur jusqu'en juin 1950 et son abrogation n'impliqua nullement la reconnaissance du droit syndical aux Marocains. Pour ces derniers il ne fut question que d'une tolérance, mot qui devait se révéler vide de sens.

Il est évident que, dans ces conditions, les organisations syndicales existantes, conçues pour la défense des travailleurs européens exclusivement, ne peuvent avoir qu'une activité relative. Leur rôle essentiel consiste à veiller à l'exécution des statuts et protocoles en vertu desquels le protectorat garantit aux fonctionnaires français et agents des services publics du Maroc les mêmes conditions de travail et de rémunération qu'aux agents des administrations françaises. Sur le plan local, leur action se limite à la défense de certains cas particuliers. A proprement parler, il s'agit là « d'amicales » plutôt que d'organisations syndicales.

Or, ce dont les Marocains ont besoin, c'est d'organisations solides, avec des effectifs nombreux et homogènes, capables de lutter contre l'intransigeance d'un patronat tout-puissant et

contre l'immobilisme du protectorat. Les syndicats répondent à un besoin constant de solidarité, solidarité qui ne se conçoit qu'entre camarades égaux, ayant des intérêts communs à défendre. La situation paradoxale du Maroc rend toute solidarité éphémère.

En dehors même des oppositions idéologiques, l'unité d'action s'est toujours révélée impossible à réaliser, en raison même de l'existence de deux classes ouvrières bien distinctes qu'aucune communauté d'intérêts n'unit et qu'une législation discriminatoire divise toujours davantage.

Les travailleurs français, et surtout les fonctionnaires, assimilés à leurs collègues de France, jouissent de l'appui de puissantes organisations syndicales françaises et bénéficient automatiquement des améliorations arrachées par elles. Par contre, les travailleurs marocains ne peuvent compter que sur eux-mêmes et n'ont pas sur les pouvoirs publics le moyen de pression que constitue le suffrage universel, leurs « délégués » au conseil consultatif du Résident étant tout simplement désignés par le Résident lui-même.

Il en est résulté une activité fractionnelle, imposée par la situation sociale elle-même. Les dirigeants syndicalistes français ont été amenés à orienter leur action revendicative en fonction de la situation en France, et par conséquent selon les directives de la C.G.T. Les syndicalistes marocains devaient, eux, tenir compte des contingences locales et orienter leur action en conséquence. Ainsi, aux divergences idéologiques, s'ajoutait une incompatibilité dans les buts immédiats. C'est pourquoi, même sur le plan professionnel, l'unité d'action souhaitable n'a jamais pu être réalisée au sein de l'U.G.S.C.M. entre les divers éléments qui la composaient. S'il est arrivé aux syndicats de fonctionnaires de se solidariser avec leur fédération de France, et par là même de participer à des mouvements revendicatifs ayant un caractère plus ou moins politique, les syndicats marocains n'ont jamais été mêlés à ce genre d'agitation sociale, dont l'enjeu ne les intéressait pas.

De 1949 à 1952, toute l'activité des syndicats

marocains a été uniquement consacrée à l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs et n'a jamais obéi à des mobiles politiques. A l'exclusion de la grève de solidarité du 8 décembre 1952, tous les mouvements déclenchés par l'U.G.S.C.M. avaient pour but l'application de la législation sociale. Certes le mouvement syndical marocain a pris position contre le protectorat, mais seulement quand il eut réalisé que ce régime constituait un obstacle à l'émancipation des travailleurs et qu'il était à la base de tous les maux et de toutes les souffrances endurées par eux.

Dans leur lutte pour l'émancipation sociale, les travailleurs marocains se sont en effet opposés, toujours et en premier lieu, à l'immobilisme du protectorat. C'est le protectorat en effet, et lui seul, qui les prive de toutes les libertés, et en particulier du droit syndical. C'est le protectorat qui, par la partialité de sa politique nettement antiouvrière et antimarocaine, a toujours empêché l'établissement d'un régime de justice sociale et entravé toute action syndicale. Quand il s'agit par exemple de la création d'un simple centre d'embauche, les autorités s'y opposent et soutiennent inconditionnellement d'ignobles individus qui rançonnent ouvertement les travailleurs et réalisent sur leur dos de scandaleux bénéfices. Quand il s'agit des entreprises américaines travaillant à l'établissement des bases aériennes, la politique générale du protectorat exigera l'application de la discrimination raciale et obligera ces entreprises à diminuer le salaire des ouvriers marocains.

Le Maroc est en effet le pays des bas salaires et des surprofits scandaleux. En 1949, dix sociétés ont réalisé plus d'un milliard de bénéfices, soit presque 50 % de leur capital social. En 1950, les bénéfices de ces mêmes sociétés se sont élevés à 1.606.000.000 de francs. La charge sociale du capital est au Maroc de 14 % seulement, alors qu'en France elle atteint 35 %. Et il serait superflu de parler de l'inexistence de tout régime de sécurité sociale, des bidonvilles, de l'insuffisance manifeste des hôpitaux et des écoles. Ces questions constituant aujourd'hui des lieux communs.

Notre conception du syndicalisme est donc très simple. Nous sommes partisans du pluralisme syndical et de l'indépendance des syndicats, vis-à-vis des organisations politiques ou confessionnelles, mais surtout vis-à-vis de l'administration et de la police. Nous nous opposons à cette parodie de syndicalisme, chère à la Résidence, que constituent les « djemas d'entreprises », qui consistent à cloisonner les ouvriers selon leur origine ethnique et à les représenter par des « délégués » directement désignés par la police et les autorités de contrôle.

Ces autorités n'ont cessé de combattre tous les mouvements revendicatifs sans exception. L'action syndicale ne s'est soldée que par des répressions successives, de plus en plus féroces. Au lieu de s'améliorer, la situation des travailleurs n'a cessé de s'aggraver et le régime du protectorat s'est révélé l'unique obstacle à toute émancipation sociale. Ce régime, fondé sur l'exploitation et l'oppression, est en effet à la base de toutes les souffrances qu'endure la classe ouvrière. C'est la conclusion à laquelle sont parvenus les travailleurs marocains à la suite d'une longue et douloureuse expérience. Ils ont compris en fin de compte que l'émancipation sociale est conditionnée par l'émancipation politique, et, en prenant position contre le régime du protectorat et pour l'indépendance nationale dans le cadre de la Charte des Nations Unies, ils n'ont fait que se conformer à la tendance moderne du syndicalisme mondial.

Pour une amnistie outre-mer

COMITE CHRETIEN
D'ENTENTE FRANCE-ISLAM
21, rue Monsieur, Paris (7^e)

Durant six mois de silence, nous avons suivi, jour par jour, l'altération de la situation sociale en Afrique du Nord ; nous avons continué, humblement, fermement, notre jeûne privé mensuel : pour le rétablissement de rapports de justice et de confiance entre chrétiens et musulmans.

Il est devenu maintenant nécessaire de parler, une nouvelle fois, pour signaler combien l'application persistante et généralisée de la responsabilité collective, en Tunisie et au Maroc, ne fait que susciter et encourager les terrorismes que nous réprouvons.

Pour sortir de cette tragique impasse, où s'entre-tiennent les violences, il appartient à la République française, comme seule possibilité d'apaisement, de promulguer une amnistie, généralisée comme la responsabilité collective a été généralisée.

Un tel changement de climat, au printemps de la dixième année de la Libération, est indispensable : une trêve, qui désarme les haines ; la meilleure preuve de maîtrise et de force, dans la douloureuse conjoncture, est encore la manifestation de la clémence.

Les ingénieurs dans la production

Nombre d'ingénieurs en Amérique :

1900 : 40.000.	1940 : 260.000
1920 : 130.000	1950 : 400.000

« Comme l'effort s'est porté dans la même période vers l'économie de la main-d'œuvre par l'augmentation de vitesse des machines, la chasse aux temps perdus, l'automatisme des outils et des manœuvres, le pourcentage des ingénieurs par rapport au total des travailleurs a singulièrement augmenté. En 1900 on comptait un ingénieur pour 255 ouvriers ; on atteignait un ingénieur pour 65 ouvriers en 1950 ; on estime que maintenant l'industrie utilise en moyenne un ingénieur pour 50 ouvriers. »

(La Nature, février 54.)

Remarque. — Il n'est pas douteux que l'Europe n'ait été le théâtre d'une évolution de même sens. Or le « mouvement ouvrier » s'est constitué à une époque (fin du XVIII^e, commencement du XIX^e siècle) où fonction inventive et fonction d'exécution étaient réunies dans la même personne : l'ouvrier (pour ne pas parler de la fonction de coordination, qui n'existait pas encore). Dans ces conditions, il est naturel que l'ouvrierisme — si idéalement beau — soit mal à l'aise dans le monde actuel. Naturel aussi que, depuis trois quarts de siècle, les ouvriers se soient de plus en plus laissés aller à une tendance qui consiste à remettre leur sort à des ingénieurs de la révolution sociale.

Autres remarques :

1) En 1900 l'ingénieur était un monsieur. Il est aujourd'hui un pauvre type mal payé. Il n'est plus du monde bourgeois, mais n'est pas non plus — oh ! non — de celui des ouvriers. Il est, comme il le dit lui-même, un « C. » (de la C.N.C.) : un pauvre cadre.

2) Il y a quelque soixante ans l'« ingénieur » avait une assez large culture scientifique. Il est souvent aujourd'hui, et surtout en Amérique, étroitement spécialisé. Le poly-technicien a fait place au mono-technicien. Mieux que par le terme français, il est désigné par le terme anglais « engineer », préposé à une machine.

J. P.

La grève de Vorkuta

En 1948, une femme, détenue politique, arrivait de Russie après avoir passé onze ans dans les bagnes soviétiques.

A la fin de l'année dernière, une autre femme, détenue politique également, arrivait de Russie après avoir passé sept ans dans les bagnes soviétiques.

La première de ces deux femmes a relaté son expérience dans un livre dont la R.P. a abondamment parlé (1), la seconde vient de publier une série d'articles dans l'Observer, le journal anglais du dimanche.

Toutes deux sont des femmes, elles ont à peu près le même âge et sont toutes deux d'origine allemande. L'une et l'autre ont subi la plus grande partie de leur détention dans la région du cercle polaire, Lipper dans les camps de concentration de la Kolyma, dans l'extrême-nord-est de la Sibirie, là où l'on ramasse l'or, Gerland dans les camps de Vorkuta, au nord de l'Oural, là où l'on extrait le charbon.

Les deux expériences sont donc fort comparables, à cela près que la première quittait la Kolyma à peu près au temps où la seconde allait connaître Vorkuta.

Or ce léger décalage dans le temps a fait que Gerland nous donne un tableau qui diffère totalement, sur un point essentiel, de celui fourni par Lipper.

Car, entre le séjour aux camps de la première et de la seconde, un important changement survint dans le régime des camps : en 1948, la Guépéou décida de mettre les « politiques » dans des camps spéciaux, du fait qu'ils étaient plus « dangereux » et que personne ne devait se contaminer à leur contact.

La conséquence de ceci fut que tandis que Lipper ne fut témoin d'aucune opposition, d'aucune résistance à l'intérieur des camps, Gerland vécut dans une atmosphère d'opposition constante et active qui devait culminer, au moment de son départ, dans la chose la plus incroyable : une grève ! la grève générale de tous les prisonniers de Vorkuta !

Lipper nous disait que tous les politiques qu'elle avait rencontrés dans les camps, avec lesquels elle avait vécu, aussi bien vieux bolcheviks qu'anciens mencheviks ou anciens socialistes révolutionnaires, n'avaient guère qu'une préoccupation : celle de faire oublier leurs activités passées ; ils ne parlaient jamais de politique et se livraient encore moins à quelque opposition que ce soit, aussi bien pour ce qui avait trait aux conditions matérielles de la vie du camp que pour ce qui se rapportait à la vie générale de la Russie. La seule opposition qui existait, disait-elle, était celle des « Vieux Croyants », cette secte religieuse qui remonte au XVII^e siècle ; malgré toutes les peines qui pouvaient leur être infligées, ils se refusaient absolument à travailler pendant leurs jours de fêtes et ils n'acceptaient point leurs cartes d'identité le jour de leur libération — ce qui les faisait automatiquement recondamner car ils ne voulaient avoir aucun papier d'Etat, tout ce qui vient de l'Etat venant du Diable !

En dehors de cela, rien !

Et, dans le pays, ajoutait-elle, parmi la popu-

lation dite libre, il en était de même : il n'y avait rien. Tout au plus avait-elle entendu parler d'un mouvement d'enfants, les fils des vieux bolcheviks assassinés qui avaient constitué une association pour défendre l'honneur de leur père, mais cette organisation avait été bientôt découverte par la Guépéou et annihilée.

Or le tableau que nous présente actuellement Gerland est tout autre.

Dans le camp où elle vivait il y avait trois groupes de politiques et ils constituaient trois groupes d'oppositionnels, d'oppositionnels agissant.

Le premier était celui qu'avait connu Lipper : le groupe des Croyants, qui comprenait, semble-t-il, non plus seulement les Vieux Croyants, mais, plus généralement, tous ceux possédant une foi religieuse active et dont les plus ardents n'étaient autres que d'anciens communistes convertis. L'opposition de ceux-là était de tous les jours et elle était publiquement déclarée : ils se refusaient absolument à tout travail pour l'Etat, si bien que dans l'impossibilité où l'on était de les mater, il avait fallu consentir à ce qu'ils ne fassent que des travaux utiles à leurs codétenus.

Le second groupe était celui des Ukrainiens, composé pour la plus grande part de ceux qui avaient combattu dans les maquis de Galicie et de Volhynie contre l'annexion par la Russie de leur patrie. C'étaient ceux dont l'opposition dans la vie quotidienne du camp était la moins active, car c'étaient de frustes paysans pour qui le travail est toute la vie, si bien que dans le dur labeur du camp ils trouvaient leur satisfaction.

Le troisième groupe, enfin, le plus riche d'espoir, était constitué par des étudiants. Le noyau en avait, semble-t-il, été constitué par ce qui restait des fils des innombrables révolutionnaires « purgés » dans les années 30 et qui avaient trouvé le moyen, per fas et nefas, de se faufiler dans les écoles et les facultés.

Ils s'intitulaient les « Vrais disciples de Lénine ». Leur programme, qui s'inspirait, en effet, manifestement du Lénine de « L'Etat et la Révolution », avait pour base cette chose très simple et admirable : le retour aux soviets, l'instauration d'un régime où les travailleurs exerçaient directement et par eux-mêmes le pouvoir. Mais le mot soviétique était tellement discrédité qu'ils l'avaient remplacé par celui — bien préférable, d'ailleurs, à tout point de vue — de syndicat. « Tout le pouvoir aux syndicats ! », tel était leur mot d'ordre.

Durant deux années, de 48 à 50, ils avaient déployé leur activité dans les universités, recrutant les adhérents par centaines, formant de petits groupes de discussion, faisant circuler des pamphlets de propagande... jusqu'au jour où, découverts, ils furent envoyés en masse dans les camps de concentration.

C'est ce dernier groupe qui fut, non l'initiateur, mais l'organisateur de la grève qui éclata à Vorkuta l'été dernier.

Une nuit de juillet, « sous le brillant soleil de minuit », un Ukrainien tua un détenu connu comme mouchard. Ce justicier fut aussitôt arrêté, condamné à mort et exécuté dans les quarante-huit heures.

(1) Voir « R.P. » de mai, juillet, août 1950.

Alors, ces Ukrainiens, auxquels il avait été jusque-là si difficile de faire accepter l'idée d'une grève à cause de leur passion pour le travail, se mirent d'eux-mêmes en grève. Le matin de l'exécution, 680 d'entre eux refusèrent spontanément de travailler.

Les croyants virent dans ce geste un appel de Dieu, cependant que les étudiants se mettaient fébrilement à généraliser le mouvement sous le vieux mot d'ordre du **Manifeste communiste** à peine modifié : **Prisonniers, vous n'avez rien à perdre, hors vos chaînes !**

Le 20 juillet, 700 détenus refusaient de descendre à la mine. Le 23 juillet, 25 puits étaient en grève, et, le 25, tous les 50 y étaient.

Le 1^{er} août, cent vingt des dirigeants grévistes furent fusillés, mais la grève continua.

C'est le 4 août que Brigitte Gerland quittait le camp ; la grève était encore totale, et, de la gare « je pouvais voir sur une barrière en bois du camp qui dépassait un peu les autres, peint en énormes lettres rouges que les gardiens n'étaient pas parvenus à effacer, ce seul mot : **LIBERTE !** »

R. L.

SIX SEMAINES EN U.R.S.S.

(Notes recueillies au Cercle Zimmerwald, d'après le récit d'un voyageur).

Ce qu'on peut tirer d'un voyage organisé d'un peu plus d'un mois en U.R.S.S., c'est peu de chose. Mais il se trouve que notre voyageur, ayant vécu plus de deux ans aux Etats-Unis, a été surpris des similitudes entre les deux pays : planification de l'économie, différente mais également poussée ; possibilités immenses d'autarcie, bien que les exportations (dans une certaine mesure) soient nécessaires aux U.S.A., et bien que la Russie ait encore besoin d'objets de consommation importés ; les formes mêmes de la vie sociale ont des analogies : amour de la vie collective, des loisirs en groupes, des clubs ; la morale puritaine, qui est commune aux deux pays (pour des raisons d'ailleurs différentes) ; l'absence de « mesquinerie » à la française ; ni les Russes ni les Américains n'ont l'amour du bas de laine ; enfin, l'accent est mis dans les deux pays sur la valeur du travail, et le travail manuel n'est pas méprisé par les classes privilégiées comme chez nous.

Notre ami commence par nous exposer son « **calendrier de voyage** ». De ce programme express, réalisé en janvier dernier, nous retiendrons : — Un séjour bref à Prague, où il fut frappé par l'oppression policière brutale : impression de « pays occupé », qu'il ne retrouva pas en Russie, au moins apparemment.

— Plusieurs arrêts à Moscou, avec réceptions somptueuses (bien entendu) et hôtel dépassant les hôtels les plus sélects des U.S.A. La ville est très cosmopolite ; c'est la capitale d'un empire, où se coudoient des Occidentaux, des Coréens, des Chinois, des Hindous et des citoyens de l'Amérique latine.

— La visite de deux villes entièrement reconstruites, dans un style « romain », avec péristyles, frontons et feuilles d'acanthe (Stalingrad et Minsk).

Ensuite, l'orateur nous expose trois types de visites différentes :

1. **La visite de l'usine « Prolétaire rouge »**, dans la banlieue de Moscou. C'est l'usine classique pour visiteurs étrangers : fondée vers 1853, elle s'est peu à peu agrandie et fait actuellement l'orgueil du régime, par son outillage et ses réalisations sociales. Le travail est très mécanisé et les machines-outils (russes et étrangères mêlées, ce qui doit causer un problème ardu pour le remplacement des pièces détachées) sont ultra-modernes d'après les spécialistes étrangers qui étaient dans la délégation : on y fabrique surtout du gros outillage pour la coupe des métaux (taraudeuses et filières), mais aussi (depuis le plan Malenkov) des objets de petite consommation. L'ensemble est assez hétéroclite et les halls sont trop anciens pour faciliter le travail. Les interprètes insistent sur le réseau d'institutions sociales et le rôle des syndicats, dans les loisirs et la ratio-

nalisation du travail, ce que nous appelons en langage capitaliste la productivité ; nous n'insisterons pas sur ce côté propagande et sur les chiffres, dont la signification est sujette à caution : d'une part, c'est une usine modèle, et sans doute privilégiée ; d'autre part, comment vérifier, sans connaître la langue et les usages russes, ce que sont les salaires réels par rapport au coût de la vie. Retenons seulement que la valeur d'achat du rouble est voisine de 30 francs, et non pas 85 francs.

2. **La visite impromptue d'une école rurale** de la région de Moscou. Cette « école de dix ans », c'est-à-dire de dix classes (comme nos lycées) dessert 16 villages et 6 kolkhoses ; le ramassage des enfants se fait en car, à 8 kilomètres à la ronde. C'est une ancienne école maternelle d'avant 17 ; une isba de bois, avec des salles assez crasseuses, des classes entassées (tout comme chez nous), très différente des écoles pour touristes étrangers en vadrouille. L'enseignement des mathématiques et des langues paraît être du même niveau qu'en France ; le reste d'un niveau plutôt inférieur. En bref, une médiocre école, mal tenue, avec des maîtres mal payés, surtout dans les petites classes.

3. **La visite d'un puits de mine du bassin houiller de Stalinogorsk**. Nous revoyâ dans la visite de propagande, avec des ouvriers de choc au salaire mirifique, travaillant de 18 à 50 ans, avec un mois de congé payé et de grosses primes à l'ancienneté ; mais, là comme ailleurs en Russie, les femmes travaillent comme les hommes au fond des puits de mine.

A propos des salaires et des prix, notons que la nourriture est chère et difficile à se procurer, que l'habillement (de mauvaise qualité) est hors de prix, qu'en revanche (surtout dans les villes reconstruites où la crise du logement n'est pas aussi aiguë qu'à Moscou) le prix du loyer est moindre que chez nous. Les seuls articles de consommation courante abordables sont les livres... et les disques.

La discussion sur un tel sujet fut, bien entendu, passionnée. Peut-être les contradicteurs oublièrent-ils un peu trop qu'il ne s'agissait pas d'un jugement définitif sur l'U.R.S.S. mais d'une simple impression de voyage organisé, dans un pays totalitaire dont nous aborrons le régime, mais dont la population est sympathique, dynamique. De son avenir dépend un peu le nôtre. Il faut chercher à comprendre à travers les fentes du rideau de fer ; et les témoignages les plus divers, les plus contradictoires, sont à encourager. Aux spécialistes qui lisent la presse russe de faire les corrections nécessaires. Ceci ne décrit certes qu'un aspect de la vie russe, et nous savons qu'il existe aussi un monde concentrationnaire et un jeune impérialisme fanatique.

Le camp de concentration de Téboursouk⁽²⁾

C'est à partir du 18 janvier 1952 que l'appareil répressif fut déclenché avec tous ses rouages, ceux qui ne tombaient pas morts ou blessés sous les baïonnettes des forces armées ou de police au cours des manifestations, étaient arrêtés au cours des rafles dans la rue, les cafés et autres endroits publics. Ils étaient jetés dans les geôles des divers commissariats, où grâce à des procédés de torture que nous verrons plus loin, des « aveux spontanés » leur étaient arrachés. Ils seront par la suite déferés devant les tribunaux militaires sous des inculpations allant de la rébellion à main armée à « association de malfaiteurs ».

Mais la répression avait revêtu également un autre caractère, plus terrible et plus terrifiant encore, celui de l'éloignement. Cette opération révélera tous les hommes libres du monde entier, car elle ne diffère en rien des procédés nazis d'internement.

L'éloigné est généralement un patriote, destourien ou non, militant ou simplement sympathisant du mouvement national, mais convaincu de sentiments patriotiques. Son crime, c'est son opinion. Le délit d'opinion étant inexistant dans la loi française, les autorités colonialistes ont tourné la difficulté pour le sanctionner quand même en créant la mesure d'éloignement.

L'éloignement est une mesure arbitraire prise par le général commandant les troupes de Tunisie occupant la Tunisie, à l'encontre de n'importe quel sujet tunisien.

C'est entre 0 heure et 3 heures du matin qu'il est procédé habituellement à l'arrestation de l'éloigné.

Des équipes de gardes mobiles faisaient irruption dans les maisons, semant la panique chez les femmes et les enfants. Ils procédaient à des perquisitions en tenant peu compte des meubles et des effets, brutalisaient les « éloignés », ne leur donnant même pas le temps de s'habiller, exerçaient des voies de fait sur ceux qui à leur sens ne s'exécutaient pas avec la rapidité voulue, entassaient femmes et hommes dans des camions et, après vérification des identités, les déversaient les uns dans des granges en tôle, où pour toute literie et matériel de couchage on avait mis un peu de paille, les autres dans les cellules des gendarmeries ou des casernes avec, pour passer de nombreux jours, le ciment humide.

Le lendemain, à ceux qui se mettaient en rapport avec les autorités responsables pour se faire apporter par leurs parents quelques effets, il était répondu que les parents devaient ignorer les lieux de détention.

Comme, d'autre part, rien n'avait été prévu pour ces centaines de personnes, la situation était des plus précaires : pour les besoins urgents c'étaient des fosses aménagées sur le camp à l'intérieur même des baraques, la nourriture simplement de l'eau

où l'on avait fait bouillir des lentilles contenant une partie notable de sable, était servie dans de vieilles boîtes de conserve.

Couchant sur la paille ou à même le sol, très mal nourris ou pas du tout, manquant totalement d'effets d'habillement, ceux qu'on ose encore appeler malgré tout, « éloignés politiques » devaient, par-dessus le marché, subir les sévices de leurs geôliers qui ne se privaient d'aucune fantaisie.

Cette période qui précéda les camps de concentration fut d'une durée variable selon les régions : quelques jours dans certains cas, deux ou trois semaines dans d'autres.

**

Le transfert s'effectuait dans les conditions les plus inhumaines : hommes, femmes et bagages entassés dans des camions, voyageaient durant des journées entières, par une chaleur caniculaire, exposés à la poussière et au siroco, les menottes aux mains et souvent de grosses chaînes aux pieds.

Affamés, exténués par la chaleur et la soif, les détenus devaient également supporter les traitements les plus avilissants de la part de leurs gardes.

Les convois de détenus dans l'état où ils sont, étaient accueillis à leur arrivée par le commandant du centre entouré de ses troupes et infailliblement par le commissaire de police de la place. Ce dernier, certainement pour donner de l'entrain aux autorités militaires, secondé en l'occurrence par des soldats, se livrait à l'intention des nouveaux arrivés à des excès de langage. Rarement d'ailleurs les choses s'arrêtaient aux insultes grossières, presque toujours perdant toute contenance, le commissaire de police en question passait aux gifles et aux coups de pied.

Passant des autorités civiles aux autorités militaires, les soi-disant « éloignés politiques » ne gagnent rien en douceur. Tout au contraire, car la porte du pénitencier franchie, c'était une vie d'enfer qui commençait. Il restait tout de même un espoir aux prisonniers : l'arrivée au camp avec l'ombre, l'eau, l'espace, mais là encore quelle déception les attendait !

**

Ce qu'on appelle dans le langage officiel « Centre d'hébergement de Téboursouk » n'est pas autre chose qu'une prison militaire érigée en cellules grandes de 2 m. 60 sur 1 m. 70, pourvues en tout et pour tout de basses portes au-dessus desquelles et à quelques centimètres du plafond avaient été aménagés des orifices d'une trentaine de centimètres de côté. C'est dire que toute aération était pratiquement impossible.

Abandonné depuis de nombreuses années, ce pénitencier était, à l'arrivée des détenus, dans un tel état qu'on aurait en temps normal hésité à y loger des bêtes. L'herbe et les ronces y poussaient dru, envahissant les constructions, les cellules aux murs lézardés avaient des toits tellement en mauvais état que l'eau des pluies y entrerait à flots, les canalisations détériorées faisaient que l'eau nécessaire à la boisson était inexistante, les égouts bouchés

(1) Conclusion du rapport de la « Commission internationale contre le régime concentrationnaire » (voir « R.P. » de mars 1954).

(2) Témoignage publié en annexe dudit rapport.

rendaient les W.-C. inutilisables. Inutile de parler de l'éclairage qui faisait défaut.

C'est dans ces ruines, où au préalable aucun coup de balai n'avait été donné, que des centaines d'hommes, de femmes et de garçons avaient soudainement été cloîtrés.

Arrivés à Téboursouk dans les conditions déjà indiquées, une cinquantaine de détenus, hommes et femmes, se trouvaient, après la scène du commissaire de police, fourrés sans autre formalité dans ces sortes de tombes à raison de 4 personnes par cellule et enfermés là sans nourriture, ni eau, ni même la possibilité d'aller aux W.-C.

L'atmosphère de la cellule viciée à l'origine par l'abandon et le manque d'aération, se révéla tout de suite insuffisante pour 4 personnes et ensuite insupportable en raison des odeurs nauséabondes. Ni les protestations ni les cris de douleur ne purent changer cette situation.

Ce ne fut que trois heures après que les prisonniers purent sortir, mais ce n'était ni pour se laver, ni pour boire, ni pour manger. C'était plutôt pour subir une scène inqualifiable.

Alignés au bord d'une terrasse haute de deux mètres, ils devaient d'abord s'entendre insulter de la manière la plus grossière, puis être contraints de sauter par terre, de s'étendre à plat ventre et de ramper sur les ronces et sur les épines pour regagner les cellules, sous une pluie de coups de crosse, et de coups de pied, sans compter les insultes.

Regagner les cellules fut une délivrance, mais que de problèmes angoissants restaient posés : comment se mettre à quatre pour passer la nuit dans une cellule fermée et déjà trop petite pour une personne ? Comment se protéger contre l'infiltration des eaux de pluie dans une région où, à cette époque, il pleut deux ou trois fois par jour ? Que mettre par terre pour s'étendre, car ici, même la paille faisait défaut ? Tous ces problèmes se compliquaient du fait qu'il n'y avait pas de lumière, et qu'il était interdit même de se servir d'une allumette.

Ainsi fut la vie de ces enterrés vivants durant des jours et des nuits. Quant à la nourriture, voici comment elle fut servie après une quarantaine d'heures.

Rassemblés en colonnes par trois, les détenus devaient se servir avec les mains dans une espèce de poubelle où quelques kilos de pâtes avaient été bouillies dans de l'eau et ce au moment où ce « repas » était tout chaud ; malheur à celui qui se plaignait des brûlures. Pour ce qui est de l'eau, heureux étaient ceux qui parvenaient à recueillir d'un fût placé dans la cour un quart de litre pendant les quinze minutes de trêve accordées à cette occasion.

Durant toute cette période, le service de garde s'ingéniait à trouver les méthodes d'intimidation. Ainsi on décida de donner un jour une douche, froide bien entendu (dans la région de Téboursouk, le mois d'avril est une époque où l'on porte encore les vêtements d'hiver), aux détenus. La consigne était que ces derniers devaient quitter les cellules tout à fait nus. Celui qui, par pudeur, essaya de se montrer décentement en se munissant d'un mouchoir fut roué de coups. Les douches du camp étant à cette époque hors d'usage, ce fut à celles des casernes, situées à une centaine de mètres, que les éloignés furent conduits, grelottant dans une nudité aussi nuisible que dégradante et injustifiée.

Quelque temps après, il fut décidé que les cellules demeuraient ouvertes pendant le jour mais elles ne continuèrent pas moins à demeurer fermées la nuit, étouffant les victimes de huit heures du soir à six heures du matin. Quant aux prescriptions religieuses et en particulier les prières de

l'aube et de la nuit, les autorités ont jugé utile de ne pas les respecter.

D'autre part, si les détenus eurent la possibilité de respirer pendant le jour, ils furent en contrepartie contraints de procéder aux travaux d'aménagement du camp et d'assurer même les corvées de propreté et de cuisine des militaires. Tous les détenus, docteur en médecine, pharmacien, avocat, instituteur et autres y passèrent et pour les tâches les plus diverses : arracher les ronces à la pioche, transporter les immondices, vider les fosses d'aisance, etc.

Dans un autre ordre d'idées, défense était faite aux détenus de recevoir leurs parents en visite, d'user du télégraphe, du téléphone ou de la T.S.F., de recevoir les journaux. Les lettres remises ouvertes au départ comme à l'arrivée, étaient acheminées, quand elles n'étaient pas détournées définitivement, avec des retards considérables. Elles étaient le plus souvent remises aux destinataires, après un délai de quinze à vingt-cinq jours après la date de leur dépôt.

Un tel régime ne pouvait qu'exaspérer les détenus et émouvoir l'opinion publique. Pour amadouer les uns et tromper les autres, les autorités procédèrent alors à ce qu'il est possible d'appeler une manœuvre habile d'adoucissement des consignes en principe et statu quo en fait.

C'est ainsi que des promenades furent instituées, en réalité c'était une corvée supplémentaire et une occasion de plus pour les brimer : par groupes de cinquante à soixante et encadrés par des soldats mitraille au poing, les détenus étaient dirigés, en guise de promenade, sur une prison voisine en tout semblable à la leur.

Sur le même plan on avait parlé pour les éloignés de la possibilité de recevoir les journaux. En fait, deux quotidiens à la solde de la colonisation, la *Dépêche tunisienne* et la *Presse*, pouvaient seuls parvenir au centre. L'accès de tous les autres journaux était prohibé.

En dernier lieu les détenus furent autorisés à disposer d'un poste de T.S.F. Pratiquement, le poste, acquis par les prisonniers, était conservé par le service de garde, et seules les émissions de Radio-Tunis étaient diffusées à l'exclusion de toute autre émission.

Pour ce qui est du ravitaillement, l'allocation journalière était fixée à 150 francs par détenu. On déduisait d'abord 20 francs pour frais divers, les 130 francs restants étaient très mal employés. Les achats étaient obligatoirement effectués par les militaires et à des conditions très onéreuses, les services responsables ne voulaient jamais permettre aux détenus de gérer les crédits qui leur étaient accordés afin d'établir leur budget d'une manière rationnelle. La nourriture fut donc jusqu'à la fermeture du camp très insuffisante et nettement défectueuse.

Il serait instructif de noter à ce sujet que, à l'occasion d'une fête religieuse, les habitants de Téboursouk ayant voulu faire aux détenus cadeau de quelque nourriture, eurent d'abord toutes les peines du monde à aboutir et furent ensuite sévèrement sanctionnés.

Pour ce qui est enfin du service sanitaire, il était pour ainsi dire inexistant. Il y avait parmi les détenus des médecins, il y avait bien également un médecin de la place qui ne faisait, probablement pour justifier ses honoraires, que de courtes apparitions, mais de médicaments il n'y en avait point. L'aspirine, rationnée d'ailleurs, était administrée pour n'importe quelle maladie. Il avait fallu, par exemple, lutter pendant deux mois et demi pour obtenir la chaux nécessaire à la désinfection des cellules.

Las de ce régime, et décidés à en sortir au prix

de n'importe quel sacrifice, les détenus, après bien des démarches et à la suite d'insultes proférées par le commandant du camp au cours d'un rassemblement général, recoururent à la grève de la faim.

Cette grève de la faim fut très pénible, elle avait lieu pendant le mois de Ramadan (mois de carême) et en plein été. La réaction de l'administration fut des plus violentes : transfert massif et dans des conditions indescriptibles à d'autres camps, séquestration, brimade, vis-à-vis de ceux dirigés sur le camp de Ben Gardane, déplacement réitéré de cellules à d'autres pour ceux restés sur place, afin de les épuiser, etc.

La grève dura trois jours au bout desquels des promesses furent faites. Pour la plupart elles ne furent pas tenues, et jusqu'à sa fermeture le prétendu « Centre d'hébergement de Tébourouk » était resté plus qu'un camp de concentration, plus qu'un pénitencier, un lieu où la personne humaine fut traitée de la manière la plus sauvage, la plus ignoble.

Dr Ahmed ALOULOU, Sfax.

Sliman AGHA,
Directeur des services administratifs
de la Chambre de Commerce tunisienne
du Nord.

PÉROU, BOLIVIE (Janvier 1954)

Nous étions deux Français, munis du passeport de service. Néanmoins, absolument aucune facilité pour les formalités de visa. Notre itinéraire faisant Brésil-Pérou-Bolivie-Brésil, dix pages du passeport y ont passé. Et un fric inconsideré. Impression générale d'un fonctionnariat (consuls, police des frontières...) incompetent, sourcilieux, grossier. On se sent malgré soi une âme d'espion. Je ne leur ai pas caché que j'avais eu moins de difficultés pour traverser dix fois le rideau de fer. Petit incident au deuxième passage Pérou-Bolivie, à Puno, gare lacustre sur le Titicaca : le consul de Bolivie refuse de nous donner le visa parce que nous n'avons que des cruzeiros brésiliens pour le payer. Or aucun bureau de change, et le bateau nous attend. Discussion assez vive au cours de laquelle nous faisons allusion à la toute-puissance du dollar. Aussitôt deux jeunes qui poirotaient là (tous les fonctionnaires, vénérés comme des puissances, paraissent entourés d'une cohorte de jeunes « clients », au sens latin) nous prennent à partie, et après nous avoir affirmé avec chaleur que la France est mère de la démocratie, affirment en se frappant la poitrine que pour eux : la Liberté avant tout. Nous sommes obligés — disent-ils — d'acheter des machines aux Etats-Unis, mais pour ce qui est de notre LIBERTE, nous ne permettrons JAMAIS, etc. Finalement, nous sommes libérés par une Chilienne qui nous avance gentiment les bolivianos nécessaires, que nous rendrons à La Paz.

Donc, visa, visa des carabiniers, obligation de se présenter à la police dans les 48 heures à La Paz. Bien entendu, la douane visite à fond tous les bagages, et semble posséder un joli système de vol officiel. Exemple : frontière Bolivie-Brésil. Les deux villes-frontières Puerto-Suarez (Bolivie) et Corumba (Brésil) sont séparées par 30 kilomètres environ (impossible d'obtenir un renseignement précis) de route (?) défoncée dans une forêt quasi vierge (c'est dans le Mato Grosso). Il y a une douane à Puerto-Suarez. Nous déclarons tout. On ne nous fait rien payer. Or, à 17 kilomètres de là, à la frontière réelle, nouvelle douane (non signalée), qui cette fois nous retient une couverture de vigogne que nous rapportons, et nous déclare qu'il faut aller payer les droits à Puerto-Suarez. Généralement, les gens renoncent, car cela retarde de deux à trois jours le retour, et comme c'est un bled où l'on ruisselle de sueur nuit et jour...

Encore un détail : pour entrer de Bolivie au Pérou nous avons dû remplir en double exemplaire un formulaire immense, avec, entre autres, ces questions : Avez-vous déjà vécu de mendicité ? Avez-vous été en prison ? (formulaire péruvien).

LE PEUPLE

Presque partout, le long des voies ferrées et des routes, impression d'extrême pauvreté. A chaque arrêt, assaut des mendiants (enfants surtout). Indiens crasseux à un point incroyable, malgré les belles couleurs des robes. Maisons, ou plutôt cahutes de pisé, fendillées et crevées, à une pièce, sans cheminée. Atmosphère mérovingienne (sauf dans certaines belles vallées péruviennes, où l'habitat reste primitif, mais où la foule des cochons noirs dans les rues met une note plus prospère).

Les marchés : ce qui frappe tout de suite c'est l'exiguïté de l'offre. Chaque femme accroupie a devant elle quatre pommes de terre, un plat de haricots, un sac de coca, quelques œufs, et c'est tout. Dans chaque village, on trouve le Bureau du sel et le Bureau de coca (dont l'usage est absolument général).

Population 80 % indienne. Petite taille. A l'air usée jusqu'à la corde. Impossible chez les femmes de distinguer les jeunes et les vieilles. Transport semipiternellement sur leur dos, soit leurs enfants, soit des fardeaux. (Or à La Paz, nous sommes autour de 4.000 mètres, et nous sommes très essoufflés). Les hommes sont souvent en loques (même dans les rues de La Paz). Je n'ai pas vu un seul Indien bien vêtu. Leurs dents sont dans un état effrayant. Quant à la faim, on dit que la coca la fait passer.

PARTICULIER A LA BOLIVIE

En Bolivie on entend parler couramment du super-Etat, c'est-à-dire les maîtres de l'étain Patiño, Arramayo et Rothschild). Ce super-Etat a gouverné jusqu'à la prise de pouvoir de Paz Estenssoro, en 52 je crois. Estenssoro était en exil chez Peron. A noter qu'Estenssoro est venu après une victoire de son parti aux élections (c'est le M.N.R. : mouvement national révolutionnaire), victoire violée pendant quelque temps par le super-Etat soutenu par l'armée. Estenssoro avait promis la nationalisation des mines (accomplie) et des élections générales (en préparation). Tous ceux qui le connaissent en font les plus grands éloges : intelligence, caractère. Il est extrêmement nationaliste. Son gouvernement est assez composite et semble comprendre toutes les nuances de la gauche, y compris les trotskistes.

Aucune atmosphère de dictature. A la pension de famille où nous étions, les gens les plus divers discutaient librement du régime (ce que je n'ai certes jamais vu en Pologne). Atmosphère assez

curieuse, car c'est une petite capitale et chacun approche le gouvernement de très près. On est en famille.

Il y a deux journaux, dont un du gouvernement. Ils étaient remplis tous les deux de déclarations d'attachement aux Etats-Unis et d'affirmations que la Bolivie n'a rien à voir avec les Russes. Par contre, les placards affichés à l'Université débordaient de stalinisme : annonce d'un débat sur la réforme agraire présidé par le secrétaire du parti communiste, photos du congrès de la paix de Varsovie, bulletin des expulsés du Pérou, photos sur la Chine communiste, etc. Vu aussi sur le socle de la statue de Christophe Colomb un énorme « Gloire à Staline » que personne ne songeait à effacer.

Depuis la nationalisation des mines, la Bolivie ne vend plus son étain, qui est actuellement sa seule ressource. Inflation monétaire énorme. Le dollar, qui était, je crois, autour de 200 il y a quatre ans, était à 1.300 lors de notre séjour (momentanément stoppé par une vente de dollars aux enchères pratiquée par le gouvernement). Pour beaucoup, donc, ce gouvernement est déjà étranglé, et j'ai vu des gens très sérieux redouter déjà pour Estenssoro le sort de son maître Villaroel, pendu à un réverbère à la dernière révolution. Les experts envoyés par l'O.N.U. sont, paraît-il, de savants économistes, mais de piètres observateurs, et la plupart paraissent surtout se soucier de maintenir le pays dans l'orbite U.S.A.

Selon l'opinion la plus éclairée, la Bolivie se leurre en croyant pouvoir encore vivre sur son étain. Car 1° le super-Etat possédant AUSSI les mines de Malaisie peut l'étrangler à son aise (ce qu'il fait).

2° l'étain bolivien s'épuise, et son exploitation est déjà trop coûteuse pour combattre sur le marché mondial. Ce qui explique peut-être l'abandon relativement facile des Patino et Cie.

Il faudrait donc une reconversion totale de l'économie, axée sur les énormes richesses non exploitées : fer, pétrole, caoutchouc, fruits tropicaux, etc. Ce qui n'est possible que par une immigration massive (le pays n'a que 3 millions et demi d'habitants, et la zone tropicale amazonienne est presque déserte).

Estenssoro sait cela, mais il est victime de sa plate-forme électorale, toute centrée sur les mines d'étain. Et il lui est difficile d'expliquer tout cela à un corps électoral, à peu près illettré.

Les terres ont été redistribuées au profit des Indiens, les mines nationalisées (à propos, le ministre des Mines, grand ponté du gouvernement, Lechin, vient de démissionner pour se donner tout entier à l'œuvre syndicale), un code social est voté, mais il n'y a qu'à parcourir le pays pour voir à quel point tout cela est factice et illusoire. Ni le personnel gouvernemental ni le peuple dans son ensemble ne sont préparés à en tirer d'utiles conséquences.

Songez, en effet, qu'il s'agit d'un pays sans véritable administration. Pas d'archives dans les ministères, par de journal officiel. Les juges eux-mêmes appuient souvent leurs décisions sur des décrets qu'ils conservent par des coupures de journaux. Ceci pour vous donner une idée.

Pour me résumer, pénible impression d'un pays délibérément étranglé par une mafia de haute finance, muni d'un gouvernement qui paraît avoir toute la sympathie et l'appui du peuple, mais qui, pour l'instant, a affaire à beaucoup plus fort que lui. Une politique de gauche, mais pratiquée dans les conditions les plus défavorables. Car besoin absolument vital des produits fabriqués aux Etats-Unis.

Parmi nos

LETTRES

Encore la langue universelle

La question d'une langue internationale semble décidément passionner pas mal de nos lecteurs. On trouvera ci-dessous les principaux passages d'une longue lettre de J. Roux, des Deux-Sèvres, avec lesquels nous clôturons le débat.

...Caubel peut évidemment croire qu'il sert la cause de la paix, en faisant de la cure quotidienne d'Espéranto, le meilleur antidote de l'infection nationaliste. Mais je lui fais remarquer que l'Espéranto n'est pas « la langue de la paix ». Il a servi à la propagande fasciste italienne à la radio, et les curés s'en servent pour combattre les forces du « mal ». Le peuple espérantiste, par contre, me semble victime d'un chauvinisme linguistique assez caractérisé.

Quant à l'aspect culturel de l'espérantisme, je laisse ses croyants à leurs illusions. Mais soyez certains que les interlinguistes ne se donneront jamais le ridicule de telles prétentions. Une langue internationale peut être au service de la culture mondiale, mais elle n'a pas à prétendre être la base d'une culture internationale qui ne l'a pas attendue pour exister.

Dans Espéranto-Culture, on lit que « les espérantistes ont nettement conscience de jeter les bases pour la création d'une culture mondiale », qui ne peut donc exister que par l'Espéranto, et est donc encore inexistante. C'est pousser la prétention un peu loin.

...Le bilinguisme nous apparaît comme un moyen efficace d'enseignement d'une langue vivante, un moyen de resserrer des liens à travers une frontière linguistique déterminée, mais non comme une solution acceptable du problème de la compréhension internationale. Dans la mesure où il étend les relations humaines au-dessus d'une frontière, il sert la cause de la paix. Mais nous avons d'autres peuples à nos frontières, et, comme le faisait remarquer F. Mossé, c'est avec les Allemands que nous nous sommes trouvés le plus souvent en guerre au cours de notre histoire. Il est donc souhaitable que les moyens mis en œuvre pour le bilinguisme franco-anglais, soient apportés à la réalisation de bilinguismes franco-allemand, franco-italien, et, quand les conditions le rendront possible, franco-espagnol.

Le problème de la compréhension internationale est pratiquement résolu par l'existence d'un important vocabulaire international que les espérantistes ont la prétention de vouloir remplacer par leurs mots fabriqués que personne ne comprend. L'Interlingue de Wahl en constitue une géniale clarification, l'Interlingua de Iala le présente dans presque toute sa complication, et il est vraisemblable que l'évolution naturelle aboutira à une langue débarrassée des archaïsmes de Iala, de ses irrégularités inutiles, et libérée des survivances de schématisme dont l'Interlingue de Wahl a hérité de l'expérience espérantiste et idiste.

Je ne crois pas que la bonne méthode soit de prendre parti pour Iala contre de Wahl, ou inversement. Dans ce choix, on voit trop systématiquement les défauts d'un système et les qualités de l'autre. Il faut au contraire tendre à opérer cette évolution convergente en mettant la main à la pâte. Nous ne recherchons donc pas des masses moutonnières, mais des pionniers conscients. Et

j'affirme que des travailleurs manuels peuvent très bien participer à ce travail, s'ils ont l'esprit de recherche. Les interlinguistes de toutes tendances doivent collaborer à l'obtention d'une langue auxiliaire unique.

L'apprentissage du vocabulaire international est meilleur marché et plus rapide que celui des langues artificielles, même pour des non-latins.

Ce qui n'empêche personne d'étudier l'Espéranto pour avoir des relations avec des espérantistes, mais avec eux seulement.

J'indique que j'édite le Buletin Pedagogic International en vocabulaire international ; c'est-à-dire qu'on y admet aussi bien la langue de Iala, que celle de Wahl et des variantes intermédiaires. Deux suppléments facultatifs sont ajoutés à l'édition ordinaire, Naturisme et Pacifisme ; ils peuvent intéresser certains des lecteurs de la R.P. (Ecrire à la R.P. qui transmettra.)

Chapelles et groupuscules

Nous publions une lettre de Duperray traitant rapidement deux questions. La première, la cogestion et les nationalisations ; la seconde l'accord entre les minorités.

Les idées de Duperray appellent une discussion sérieuse. Il a tort de croire qu'il est à la R.P. des sujets interdits. Il a tort surtout de me croire favorable à l'étatisme, parce que j'ai noté simplement — pour prouver la vanité des formules générales — qu'au pays de la « libre entreprise », des contrôles de l'Etat fédéral étaient souvent plus serrés et plus efficaces que chez nous. Il n'est pas question de doctrine des syndicalistes américains. Ceux-ci sont en général assez réservés, quant aux solutions du socialisme d'Etat.

Mais nous reviendrons sur ces sujets. — R. H.

Mon cher Hagnauer,

Voici qu'une fois de plus une des questions taboues à la R.P. y est abordée de biais. C'est cette question qui est soulevée par la phrase que tu cites : « Nous ne marchons pas pour la libre entreprise contre les nationalisations, la cogestion, le communisme. »

Et ma stupéfaction est grande quand je crois que tu tentes de réhabiliter l'Amérique des syndicalistes en montrant qu'il y a de l'espoir... parce que l'Etat fédéral a organisé des contrôles économiques et fiscaux plus rigoureux qu'en Europe.

Si j'avais l'espoir de me faire entendre à la R.P. à ce sujet j'essaierai d'écrire une fois de plus que c'est là sauter à pieds joints la question essentielle du syndicalisme révolutionnaire comme je tente de le dire au Trait d'union syndicaliste.

J'essaierais d'écrire que le syndicalisme doit s'opposer aux nationalisations justement parce qu'il est communiste, cogestionnaire et gestionnaire tout court.

J'essaierais d'écrire encore une fois que le syndicalisme n'a d'avenir que dans la mesure où il évite la bifurcation social-démocrate, trotskyste ou stalinienne de la nationalisation.

Non seulement la nationalisation et le contrôle économique de l'Etat n'ouvrent pas la voie à la cogestion mais ils la ferment. Cogestion de libres entreprises c'est un pas en avant contre le patronat et contre l'Etat. Gestion de libres entreprises c'est le communisme, celui du syndicalisme révolutionnaire. Nationalisation et contrôle d'Etat c'est peut-être un pas en avant contre le capitalisme privé, mais en face de l'étatisme fasciste, c'est un pas en arrière.

J'essaierais si je le pouvais encore de réclamer à

la R.P. l'étude de ce terrible problème qui se trouve depuis le malaise de 1935-1936 à la base de la plupart de nos divergences.

Mais est-ce sérieux de considérer comme une plaie à voiler une différence de conception ? Ne peut-on l'examiner assez sérieusement pour arriver à savoir un jour laquelle des deux conceptions est la bonne?

●●

Puisque j'en suis à ces chapitres des divergences dissimulées, pourquoi également ne peut-on arriver à établir plus solidement le contact entre Alliance Ouvrière, R.P., Trait d'Union syndicaliste, Cercle Zimmerwald, C.D.S.E., pour passer de la discussion en chapelle à la propagande active. Plus cela va, plus il nous faut en province des microscopes puissants pour comprendre pourquoi les ressources modiques dont nous disposons doivent toujours être coupées en morceaux pour des groupuscules qui ont plus de peine à se différencier qu'ils n'en avaient jusque-là à s'entendre.

Pourquoi un centre d'information syndicaliste voit-il s'éloigner Zimmerwald, parce que Zimmerwald n'est pas purement syndical alors que Zimmerwald appelle au redressement syndicaliste ?

Bien entendu, chaque fois qu'une propagande syndicaliste précise reprendra du nerf elle n'atteindra pas que le prolétariat mais amènera autour d'elle des intellectuels, des politiques, des hommes libres de toutes origines. C'est immanquable. Mais pour respecter leur présence, créer un groupe de redressement à part des groupes de redressement syndicaux déjà inopérants, c'est à proprement parler marcher sur la tête.

Pourtant, comment le faire sentir que cela est en toute amitié, quoique avec une sorte de désespoir, en pleine confiance avec tous ceux qui animent cette multiplicité de cercles, papiers, revues, etc.

Nous signalons des tas de monstruosités sur les enfants grecs, l'épuration, les colonies, l'Espagne, l'U.R.S.S., etc., mais nous nous contentons d'attendre que les centrales fassent leur devoir... Nous pouvons attendre longtemps.

Mais pourquoi nous qui concevons ainsi notre devoir ne sommes-nous pas capables d'unir nos efforts pour parler nous-même le langage qu'il faut ? 1.000 francs par abonné de la R.P. ? Bien sûr, ce serait possible si vraiment il y avait un effort de rassemblement solide, durable, mais quel aliment donner à une telle souscription ? Réclamer 100 francs là, 100 francs ailleurs, pour une revue qui n'est pas connue et dont on ne sera même pas un abonné ? Et cette souscription n'est-elle pas elle-même une des cent et une qu'on entreprend à chaque instant ?

Quelle tristesse -
Bien à toi.

Un bon prophète

Les Chinois seront d'autant plus respectés dans l'avenir qu'ils se seront mieux défendus. On les traitait de « quantité négligeable », mais ils existent bel et bien, et l'on devine qu'à des échéances prochaines cette mer d'hommes pourra se soulever pour engloutir ses assaillants. On triomphera des armées, mais que faire à la longue contre la volonté tenace, contre l'opinion unanime de trois ou quatre cent millions d'hommes ?

Elisée RECLUS.

12 août 1900.

HABILETÉ DÉSHONORANTE

A la suite du filet paru dans la dernière R.P. sur les conclusions de la Commission internationale contre le régime concentrationnaire relatives à la Tunisie, nous avons reçu des lettres de Théo Bernard, avocat de David Rousset, et de Henri Deumont, secrétaire général de ladite Commission.

Tous deux nous font savoir qu'à côté des conclusions que nous avons dites, le Livre Blanc publié par la Commission contient des documents, notamment des relations et témoignages de déportés. Nous le savons bien, et c'est pourquoi j'avais indiqué que nous aurions à revenir sur les atrocités qui ont été commises en Tunisie « de l'aveu même des auteurs du rapport », et que nous publions dans ce numéro-ci l'un de ces documents.

Mais ce n'est pas à nous que ce rappel aurait dû être fait. Il aurait dû l'être à toute la presse et la radio gouvernementale qui, dès que la Commission eut fait connaître son rapport, il y a un an, publia à son de trompe que la Commission concluait qu'il n'y avait pas de régime concentrationnaire en Tunisie, se gardant bien de parler, en même temps, des documents que publie aujourd'hui la Commission et qui démentent ses conclusions.

Si vous estimez, messieurs, que publier seulement les conclusions de votre rapport, c'est le dénaturer, alors c'était aux innombrables journaux, agences de presse et stations d'émission qui se sont empressés de les clamer à tous les vents, et qui n'ont rien donné d'autre, que vous vous deviez d'envoyer votre protestation. L'avez-vous fait ?

Et si vous ne l'avez pas fait, ne vous êtes-vous pas rendus complices de l'utilisation faite par le gouvernement et la résidence générale de votre affirmation qu'il n'y a pas de régime concentrationnaire en Tunisie, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de camps de concentration en Tunisie, car les Français parlent français et non le langage que pour les besoins de la cause vous avez fabriqué, et que « régime concentrationnaire », en français, cela veut dire « camps de concentration ». Et non travaux forcés !

On apporte de l'eau au moulin de la répression en affirmant qu'il n'y a pas de régime concentrationnaire en Tunisie, conclusion dont on ne peut ignorer qu'elle va être diffusée par les services de la propagande gouvernementale auprès de dizaines de millions d'individus et qu'on laisse diffuser sans protester, puis l'on met ensuite sa conscience en paix en publiant, un an après, un Livre Blanc où l'on reproduit en annexe les documents accusateurs en disant : voyez comme nous sommes impartiaux ! nous publions les pièces, à vous de juger ! Seulement ces pièces, à la différence des conclusions, ne seront connues, elles, que des quelques centaines de lecteurs du Livre Blanc et de ceux... de la R.P. !

Habilitété trop cousue de fil blanc.

**

Dans la lettre qu'il nous adresse, Théo Bernard reproduit également un passage d'une lettre envoyée à David Rousset par l'un des

internés de Tatahouine, Mongi Slim, tirée du Livre Blanc.

Voici ce passage :

« Les éloignés politiques vous renouvellent l'expression de leur vive gratitude ainsi qu'à tous ceux qui combattent à vos côtés pour le triomphe de ces libertés qui, refusées à certains pays, finissent par être ravies à tous. Puisse votre œuvre triompher des forces d'obscurantisme, de répression et de misère, et instaurer un univers où le vocable de « concentrationnaire » serait à jamais banni. »

Cette lettre (1) est bien certainement authentique, et l'on comprend facilement, lorsque l'on a été soi-même interné, les sentiments qui l'ont fait écrire.

Mais David Rousset a reçu également une autre lettre de félicitations, lettre datée du 11 mars 1953, c'est-à-dire quelques jours après que la Commission eut fait connaître ses conclusions. En voici le début et la fin (2) :

« Cher Monsieur,

» Je vous remercie de vos dernières lettres, notamment de celle du 5 de ce mois ainsi

(1) Cette lettre contient aussi d'autres choses que le passage cité.

Par exemple ceci, sur le travail forcé :

« Les autorités se sentent aujourd'hui soulagées, notamment celles qui ont fait afficher au camp de Zarour, par exemple, au début du mois de juin 1952, le règlement intérieur applicable aux éloignés politiques et signé par le commandant du camp qui fixe les travaux auxquels sont soumis les éloignés hors des fils barbelés, de six heures à onze heures et demie du matin.

« Les éloignés, dont beaucoup sont actuellement internés à Tatahouine, se souviendront de la semaine qui suivit cet affichage et de la lutte qu'ils ont menée pour défendre leur dignité d'homme : ni brimades, ni fermeture de cantine, ni suppression de collis, ni coupure d'eau et d'électricité, rien ne leur fit courber l'échine et les grèves de la faim de se succéder.

« Leur lutte, comme toute lutte pour la dignité et la liberté, a-t-elle impressionné les autorités ? Celles-ci étaient-elles déjà au courant de vos démarches ? Ou avaient-elles saisi toute l'horreur que soulève ce genre d'esclavage moderne dénoncé tant dans vos écrits que dans vos discours ? Toujours est-il que l'ordre fut donné d'annuler cette décision.

« En cas de besoin, le texte même du règlement ci-dessus mentionné est à votre disposition. »

Et ceci sur l'internement des vieillards :

« En outre, les détenus politiques furent très étonnés en relevant votre affirmation qu'il n'y avait ni vieillards ni femmes internés.

« En ce qui concerne les vieillards, leur étonnement fut plus grand, car il semble que des listes vous aient été communiquées par les autorités : ils affirment, en tout cas, qu'on peut dénombrer actuellement au moins une dizaine d'internés dépassant l'âge de soixante ans qui se trouvaient à Tatahouine lors de votre passage : ils s'y trouvent encore.

« De plus, dans les camps de Zarour et de Tébour-souk, le nombre des vieillards était tel que les autorités leur ont réservé des chambres dites « chambres des vieux ».

(2) Elle est entièrement reproduite dans le Livre Blanc. Bien entendu, les inexactitudes que prétend relever le Résident dans le rapport de la Commission, que nous n'avons supprimées que pour alléger, sont de la pure rigolade.

que du rapport de la Commission d'enquête qui y était joint. Je ne manquerai pas d'en faire parvenir un exemplaire au premier ministre pour qu'il en assure la transmission au bey.

» Je suis heureux que la Commission ait reconnu, dans son rapport, que les éloignés étaient traités d'une façon humaine. Certes, ce rapport contient à mon avis quelques inexactitudes, à savoir...

» Quoi qu'il en soit, je rends hommage à l'esprit d'impartialité qui a animé vos enquêteurs et je suis certain que si vous voulez bien leur communiquer ces quelques observations, ils se rendront compte de ma parfaite bonne foi.

» Veuillez agréer, cher monsieur, etc...

» Signé : HAUTECLOCQUE. »

Ainsi, le tortionnaire, qui savait maintenant quel parti il allait pouvoir tirer des conclusions de la Commission, s'estimait satisfait (3). On comprend cela !

La Commission a eu ainsi les remerciements des victimes et ceux de leurs bourreaux. Cela fait certainement honneur à son habileté, mais c'est d'une habileté qui déshonore.

R. LOUZON.

(3) Notons en passant qu'à l'arrivée de la Commission à Tunis, le 17 janvier 1953, le Résident général envoya l'une de ses autos chercher David Rousset à l'aéroport pour le conduire à son hôtel, et que, le 23 janvier, Mme de Hauteclocque organisait à la Marsa un déjeuner en l'honneur de la Commission d'enquête. A des hôtes aussi aimables, on ne saurait faire nulle peine, même légère.

OBSERVATIONS SUR LA PRODUCTIVITÉ AGRICOLE

La faible productivité de l'agriculture française est due à de multiples causes.

Le surpeuplement de certaines régions est indéniable et l'on en trouvera de bons exemples dans le grand Larousse agricole qui est bien au courant et constitue une mine précieuse de renseignements. J'ai ici même signalé le cas du Beaujolais.

Mais il est d'autres campagnes qui ont en quelque sorte besoin d'être « colonisées » par des paysans plus dynamiques, plus instruits et d'esprit plus novateur que les autochtones. A cet égard, notre Sud-Ouest est depuis longtemps cité en exemple. Là, sur des terres intrinsèquement riches et susceptibles de porter des cultures à haut rendement, vit une population clairsemée qui continue de quitter la campagne. Grâce à la machine, les exploitations, ni trop grandes ni trop petites, sont à la mesure de l'effort humain. Et cependant, quand on parcourt le pays — par exemple le Gers — on est frappé de son air d'abandon. Ouvrez d'ailleurs une revue agricole : vous remarquez aussitôt que de nombreuses villes de la Dordogne, de la Gironde, du Lot-et-Garonne, des Landes, du Gers, etc., abondent en agences immobilières dont les directeurs — mi-officiers ministériels, mi-géomètres-experts — se livrent à de nombreuses spéculations sur les domaines de leurs secteurs respectifs. En francs-or les prix sont très bas. Donc offre supérieure à la demande.

Ce que je mentionne est d'ailleurs si vrai que des colons algériens ou tunisiens (au temps où l'on disait : la valise ou le cercueil !) ont liquidé leurs propriétés nord-africaines et acquis des terres dans le Sud-Ouest. Instruits, actifs, énergiques, ils ont obtenu d'excellents résultats.

Point important : le phénomène de la rente, sorti du protectionnisme forcené que nous imposent les grands agrariens, ne favorise pas la productivité.

Les prix de base extraordinairement élevés que réclament les riches terriens sont exigés pour permettre aux entreprises les plus mal tenues, les plus mal travaillées, de vivre, de se maintenir. Par exemple sur un domaine où le rendement du blé n'est que de 10 ou 12 quintaux à l'hectare l'agri-

culteur routinier et négligent arrive à s'en sortir puisque c'est sur lui qu'on s'est aligné. De coup, le notable qui dispose, lui, par centaines d'hectares de bonnes terres, travaillées avec le plus grand soin, obtient des rendements de 30 à 35 quintaux ; il encaisse de copieux superbénéfices puisque le prix auquel il vend son blé est le double et parfois le triple du cours mondial. En somme, pour que le riche agrarien prospère il faut que la productivité de son domaine soit élevée et que soit basse la productivité des autres propriétés.

Ce qui vaut pour le blé vaut également pour la betterave à sucre, voire la vigne.

Ajoutons que l'ignorance de trop de cultivateurs constitue un gros obstacle à l'élévation de la productivité.

L'agrarien dont je viens de vous parler connaît la valeur du savoir agricole mais pour lui et sa famille seulement. Le fils qui lui succédera fera de très bonnes études à l'Agro, à Grignon, Rennes ou Montpellier, soit encore aux instituts agricoles rattachés aux Universités de Nancy et de Toulouse. Les enfants du peuple, non ! Il n'est pas nécessaire d'instruire à fond le futur paysan et de l'orienter vers les hauts rendements. Leur généralisation menacerait la rente des notables.

Observons ici, car c'est nécessaire, qu'il y a des surpeuplements réels (l'île de Jersey est évidemment surpeuplée bien que les cultures et le bétail soient remarquablement soignés) et des surpeuplements relatifs. Je me souviens à ce sujet d'une étude remarquable publiée aux *Annales de géographie* par M. Albert Demangeon. Le savant professeur trouvait la Pologne surpeuplée. Cultivée comme elle l'était, c'est-à-dire mal, elle produisait peu et cher, d'où le bas niveau de vie de sa population. Travaillée à la manière danoise ou hollandaise, la Pologne aurait plutôt manqué de bras.

J'ai enseigné pendant 13 ans (1912-1925) à Saint-Igny-de-Vers (Rhône). C'était, quand j'y arrivai, la plus forte commune du canton de Monsols. Pour une surface de 2.700 hectares, elle avait encore 1.525 habitants. Il y en avait eu 2.200 vers 1870. Pour employer une formule de Pirenne, l'économie paysanne de Saint-Igny était presque « une écono-

mie sans débouchés ». Un minuscule marché se tenait le mardi où les cultivatrices vendaient, pour l'extérieur, quelques surplus agricoles : beurre, œufs, fromages de chèvre appelés cabrions, volailles, lapins et chevreaux. La vente des veaux de lait, pour la boucherie, procurait quelque surcroît d'argent frais. Quelques modestes scieries produisaient des planches pour le dehors. Des artisans fabriquaient des râteliers pour étables, des bennes à vendange, des échelles pour arbres fruitiers. Ces produits se vendaient à Villefranche-sur-Saône. Chaque paysan produisait son blé, son sarrasin, son colza ; pour l'élevage d'un ou deux porcs on cultivait le seigle, la pomme de terre, le topinambour commun très dégénéré et de formes extrêmement irrégulières. La nourriture peu variée se composait de soupes au lard, de gaufres (blé ou sarrasin), de fromages blancs, de porc. De la viande de veau on en mangeait une ou deux fois par semaine. Le boucher ne tuait pas de bœufs. Il achetait ailleurs et revendait hebdomadairement un quartier de devant. Le mouton disparaissait lentement. La pomme de terre et le chou mis à part, on consommait peu de légumes verts ; aucun soin n'était accordé aux jardins ; or *l'horticulture est le type de la culture intensive*. Preuve du bas niveau de vie : au temps des vendanges, il se formait des « bandes » qui se rendaient dans le Beaujolais regardé comme un pays de Cocagne au point de vue de la bonne chère.

La commune, pléthorique vers 1870, restait surpeuplée. Condition défavorable au progrès agricole : l'habitat y était dispersé, ce qui renforçait le sens de la propriété mais en même temps supprimait une partie de la vie de relations entre humains.

À la guerre, il y eut 70 morts, puis il se produisit une ruée vers les modestes emplois publics de facteurs, cheminots, cantonniers, traminois, etc. Aussi le recensement de 1921 montra-t-il que Saint-Igny ne comptait plus que 1.200 habitants.

Presque immédiatement les prairies naturelles se substituèrent aux terres arables ; le bétail devint plus nombreux ; un jeune quincailleur intelligent et dynamique fit de la propagande pour l'emploi des écrémeuses. Une ressource nouvelle se développa : la villégiature des citadins.

Il n'y eut pourtant pas volonté de progrès. L'argent abondait. Néanmoins on fit peu d'avances à la terre ; on ne modernisa pas les exploitations ; on engloutit ses économies dans les emprunts d'Etat. Le phénomène fut, je crois, général. De plus, dans mon petit coin de cambrousse, une banque véreuse qui avait des agences dans le Beaujolais et le canton de Monsols, plaça des flots d'obligations à 7 %. Elle draina les avoirs des paysans qui, durement étrillés, se retrouvèrent plus Gros Jean après que devant.

D'une façon générale, en 1925, la population de Saint-Igny vivait un peu mieux qu'en 1912 mais la productivité agricole ne pouvait guère être dite en progrès. Tout près de mon école, dans un étroit vallon, où coulait un petit affluent du Sornin, il y avait des prairies de fauche envahies par des plantes des marais. D'année en année ces prairies se détérioraient alors qu'un apport de scories de déphosphoration les aurait améliorées.

Autre exemple particulièrement probant : la culture de la pomme de terre (celle du topinambour également) trouvait à Saint-Igny des conditions extrêmement favorables à sa réussite. Je tiens même d'un directeur des services agricoles du Rhône que tout le canton de Monsols pouvait se livrer avec succès à la culture des pommes de terre sélectionnées. Pourtant il n'en était rien, les rendements moyens ne dépassaient guère 10.000 kilogrammes à l'hectare.

Toute la science agricole est sortie du sens commun et doit encore s'y référer tout en le rectifiant. Dans tout paysan, il y a donc un homme de science qui s'ignore. Mon grand-père paternel, très observateur, était consulté à l'égal d'un vétérinaire. Ce qui fait la faiblesse des agriculteurs, ce qui les handicape et leur cause des déboires c'est le fait qu'une culture (ou encore l'élevage d'un animal domestique) dépend d'un grand nombre de variables dont ils ne considèrent qu'un petit nombre et cela parce qu'ils manquent de savoir technique acquis méthodiquement.

Le célèbre agronome Aimé Girard s'occupant de la culture de la pomme de terre a montré que pour la seule plantation à intervalles réguliers se substituant à la plantation à l'estime, (la différence paraissant négligeable) il y a un avantage d'au moins 10 % en faveur du premier mode de plantation. L'emploi de telle ou telle variété, la vigueur et le poids moyen des semenceaux, la place dans l'assolement, la fumure, la date de la plantation des tubercules, les binages, le ou les buttages, autant d'autres facteurs à prendre en considération pour s'assurer des rendements élevés. Que de fois ils sont ignorés ou négligés !

Dans *La Fin et les Moyens*, Aldous Huxley écrit à propos de la paysannerie anglaise :

« Depuis plus d'un siècle, les membres des petites communautés rurales ont eu tendance à quitter leur foyer et à chercher fortune dans les villes. En conséquence, ce qui subsiste dans les villages et les bourgades des pays industrialisés a le caractère d'une population résiduelle, sélectionnée dysgéniquement pour son absence d'initiative et de dons intellectuels.

» Pourquoi est-il si difficile de persuader aux paysans et aux petits fermiers d'adopter des méthodes nouvelles et scientifiques ? Entre autres raisons parce qu'à peu près tous les enfants exceptionnellement intelligents nés dans des familles rurales depuis un siècle ont saisi la première occasion de désertir la campagne pour la ville. »

Ces lignes valent pour la France et notre camarade Péra a eu bien raison de parler du lycée devant, depuis 1918, l'école unique. L'engouement des parents pour l'enseignement secondaire est extraordinaire en dépit d'échecs cuisants. Pères et mères voient dans le baccalauréat une manière de passer partout ouvrant toutes les portes et procurant la « bonne place ». De même qu'on a détruit le cours supérieur *vrai* des écoles primaires où se discernaient bien les capacités des élèves, on a stupidement supprimé les écoles primaires supérieures dont les possibilités étaient grandes et variées. Aussi voit-on des journalistes, ne sachant rien du passé, demander que l'on crée des écoles d'un autre genre que le lycée et où l'enseignement serait plus réaliste que dans le secondaire.

Ce sont dorénavant les cours complémentaires qui sont appelés à prendre la place des écoles primaires supérieures et qui doivent être multipliés car leur personnel est dévoué et enseigne bien. On peut créer dans les C. C. des sections agricoles où l'accent sera mis sur les cultures locales. Nulle part mieux que dans les C. C. on ne pourra préparer aux écoles régionales d'agriculture qui, de plus en plus, deviennent des écoles nationales professionnelles d'agriculture.

Pour me résumer en quelques lignes, notre faible productivité agricole dépend de causes multiples qui, parfois, cumulent leurs effets néfastes. L'aristocratie terrienne qui joue présentement un si grand rôle au gouvernement ne tient qu'à son progrès agricole. Celui des autres ne l'intéresse pas du tout car elle ne le juge pas souhaitable.

A.-V. JACQUET.

Notes d'Économie et de Politique

« CRISES » ET « CRISES »

On parle beaucoup actuellement de l'imminence d'une crise. Voilà plusieurs mois que le nombre de chômeurs augmente en Amérique (3 millions 700.000 pour février), et que, depuis la fin des hostilités en Corée, les prix des principales matières premières ont baissé. Donc, nous allons vers la « crise ».

Or, si, par ce mot de crise, on entend une crise du genre de celles qui ont secoué l'économie capitaliste périodiquement (à peu près tous les dix ans) au cours des cent cinquante dernières années (plus précisément : de 1815 à 1929), il est, au contraire, certain que nous n'allons nullement vers une telle crise.

La caractéristique de toutes les crises de ce genre a été, en effet, la suivante : alors que l'activité économique était en plein développement, en plein « boom », qu'elle s'accélérait à une allure toujours plus vive, que les prix, principalement ceux des matières premières, montaient à qui mieux mieux, que les industriels ne pouvaient fournir aux commandes et que le nombre des chômeurs était presque réduit à zéro, brusquement, un certain jour, à une heure qu'il était même facile de préciser, tout s'effondrait. Un événement qui, en lui-même, était d'importance limitée, tel que la faillite d'une banque, une élévation du taux d'escompte, une baisse à l'ouverture de la Bourse, renversait tous les cours de l'économie : d'un jour à l'autre, alors que la veille, il n'y avait que des acheteurs, il n'y avait plus, le lendemain, que des vendeurs ; les prix de toutes les marchandises et de toutes les valeurs s'effondraient, les commandes étaient annulées, les stocks s'accumulaient tant dans les entrepôts des usines que dans les magasins des commerçants ; les entreprises devaient licencier en masse du personnel, cependant que bon nombre d'entre elles fermaient purement et simplement leurs portes et se déclaraient en faillite ; l'armée des chômeurs s'enflait désespérément.

C'est ainsi que les choses se sont passées lors de la dernière crise. La veille du « vendredi noir », en octobre 1929, l'Amérique produisait à plein, battant tous ses records ; le vendredi, la panique s'emparait de la Bourse de New-York à l'annonce d'une augmentation du taux d'intérêt sur les avances aux agents de change et c'était la descente verticale instantanée, aussi rapide qu'avait été la montée, et qui était suivie bientôt d'une descente semblable dans tous les autres pays.

Si nous remontons maintenant aux premières crises, nous trouvons exactement le même processus.

Voici, par exemple, comment Hyndman, le social-démocrate anglais, dépeint la situation de l'Angleterre à la veille de la crise de 1825, dans son livre sur « Les Crises économiques du XIX^e siècle » :

« Dans les commencements de 1824, au lieu des plaintes habituelles, on n'entendait de la part des capitalistes, quelle que soit la branche de l'économie à laquelle ils appartenaient, que des gloussements de satisfaction et des expressions d'espoir dans un accroissement de leurs

gains... Dans la métallurgie aussi bien que dans le textile, les affaires étaient extrêmement brillantes. L'amélioration des conditions de vie de la classe bourgeoise était le thème de toutes les conversations... L'argent s'accumulait dans les coffres des banques, aussi bien à Londres que dans les grandes villes de province. Des projets de toutes sortes, construction de canaux, de tunnels, de ports, de routes, etc., étaient proposés et acceptés... ».

Puis, un beau jour, le 17 décembre 1825, une grande banque ayant fait faillite, la Banque d'Angleterre éleva de 4 à 5 % son taux d'escompte. Ce fut aussitôt la débâcle ! Panique boursière. Dégringolade des prix. Plus d'acheteurs pour n'importe quoi. Chômage.

Toutes les autres crises, toutes celles qui se sont produites entre ces deux-là, ont connu la même histoire, elles ont toutes éclaté à un moment où jamais les « affaires » n'avaient si bien marché.

Il s'ensuit donc que le ralentissement actuel de l'activité économique ne saurait, en rien, faire présager une « crise », il est au contraire le signe qu'une crise, tout au moins une crise du genre de celles des derniers cent cinquante ans et auxquelles a été réservé jusqu'ici le nom de « crise », n'est pas en vue.

Est-ce à dire que l'actuel ralentissement économique n'est pas susceptible de s'accélérer et d'aboutir à une situation assez semblable à celle qu'amenaient les crises cycliques : abstention des acheteurs, baisse des prix, industries marchant au ralenti, chômage ? Evidemment non ! Mais s'il est possible que l'actuel ralentissement se poursuive, il est possible aussi qu'il soit bientôt suivi d'une remontée. Je ne crois pas que, faute de précédents, on puisse faire des prévisions sérieuses à cet égard.

L'important, à mon sens, est de savoir que l'on ne se trouve pas du tout en présence d'un phénomène de même nature que les crises classiques et que, par conséquent, on ne peut tirer de la marche suivie par ces dernières des enseignements concernant la présente situation.

Les crises cycliques furent des maladies aiguës atteignant un organisme en pleine santé, exubérant de vie ; ces maladies duraient deux ou trois ans, après quoi, peu à peu, l'activité économique renaissait, la « prospérité » réapparaissait, lentement d'abord, puis plus rapidement pour atteindre des niveaux bien supérieurs à ceux auxquels elles étaient parvenues avant la crise, cela jusqu'au moment où se déclenchait... une nouvelle crise. On est donc amené à considérer ces crises cycliques comme des « crises de croissance », des crises de croissance d'un capitalisme, d'une industrie, d'une économie qui se développaient trop vite.

Par contre, étant donné qu'on est en droit de supposer que des crises de cette sorte ne se reproduiront plus, ou qu'elles ne se reproduiront qu'à intervalles beaucoup plus éloignés, du fait que voici 25 ans qu'il n'y en a plus et que voilà bientôt 10 ans que la guerre est terminée sans qu'apparaissent seulement les prodromes d'une semblable crise (alors que de 1815 à 1929 il ne s'est jamais écoulé plus d'une douzaine d'an-

nées entre deux crises et jamais plus de deux ans entre la fin d'une guerre importante et la première crise qui la suivait) on peut admettre que le capitalisme a achevé sa croissance, ou, tout au moins, qu'il ne la poursuit plus qu'à une vitesse réduite.

Aussi, au lieu des chutes brusques de l'activité économique comme celles auxquelles nous étions habitués, chutes profondes mais de durée limitée, peut-être assisterons-nous simplement à des ralentissements très progressifs mais risquant de se continuer indéfiniment. De lentes maladies de vieillards (1) au lieu de brèves maladies de croissance.

Telle est, en somme, la perspective qui me paraît la plus probable, ou, plus exactement, qui me semblerait la plus probable si, à la différence du XIX^e siècle, période d'un certain équilibre politique et de paix relative, le « politique » ne dominait maintenant l'« économique » et si la question de l'empire du monde, avec toutes les luttes qu'elle implique, ne se trouvait pas posée, car cela fait que l'économie est désormais essentiellement fonction des vicissitudes par lesquelles passera la lutte pour l'empire du monde et que ses fluctuations relèveront donc à l'avenir beaucoup plus des facteurs politiques que des conjonctures économiques.

APRES LA GUERRE POUR DANTZIG, VERRA-T-ON UNE GUERRE MONDIALE POUR HANOI ?

Sous la double pression du lobby de Chiang Kai-shek et des intérêts californiens, l'administration républicaine de Washington s'est embarquée à fond dans la guerre d'Indochine. Elle en fait, de plus en plus, sa propre guerre. Elle est prête à tout pour empêcher les Vietnamiens de « disposer d'eux-mêmes », de choisir eux-mêmes, comme ils l'entendent, leur propre gouvernement, car elle a peur que ce gouvernement ne soit « communiste ». Une Indochine qui ne serait même qu'influencée par Pékin, signifierait, selon elle, la « perte » de tout le Sud-Est asiatique. C'est-à-dire la perte du pétrole, du caoutchouc et de l'étain d'Indonésie, du caoutchouc et de l'étain de Malaisie, du riz d'Indochine, du sucre et du coprah des Philippines.

Ce serait aussi, ce qui est encore bien plus grave, la fin de tout espoir, pour l'Amérique, de pénétrer en Chine. La fin, donc, d'un très grand espoir. Car la Chine est la seule partie du monde dont les possibilités d'exploitation soient à l'échelle des capacités d'exploitation des Américains.

« La Chine, avec son innombrable population, ses ressources minérales considérables, son appareil technique et industriel encore à peu près nul », écrivions-nous il y a quelque trente ans, « représente la seule grande possibilité de développement encore existante pour l'économie capitaliste ».

Depuis lors, la situation n'a pas changé et c'est là qu'il faut chercher la cause de l'importance primordiale prise par la question d'Asie dans la politique américaine. Je dis bien : « primordiale », car l'on peut presque dire que toute

(1) On peut assez bien se représenter celles-ci par ce qui s'est passé en Angleterre entre les deux guerres, période durant laquelle l'activité économique fut constamment faible et où le nombre de chômeurs se chiffra toujours par millions, même durant les moments de « haute conjoncture » pendant lesquels le restant du monde était en plein boom.

la politique américaine est aujourd'hui fonction de son désir de conquérir la Chine, de la conquérir économiquement s'entend, mais on ne peut la conquérir économiquement que si l'on y est politiquement le maître, d'une manière ou d'une autre.

Voilà donc pourquoi, en dernière analyse, l'Amérique dénie aux Indochinois le droit de disposer d'eux-mêmes. Voilà pourquoi cet ex-champion de l'anticolonialisme qui poussait avant-hier les Anglais hors de l'Inde et obligeait hier les Hollandais à quitter Java, est devenu le souteneur numéro 1 d'une vieille rouleur fatiguée, du colonialisme, qui était sur le point d'abandonner la partie.

Et voilà pourquoi, ce qui est encore plus lourd de conséquences, après avoir fourni de l'argent et du matériel aux Français et à leurs marionnettes annamites, les Américains leur fournissent maintenant des techniciens militaires en civil qui pilotent jusqu'au-dessus de la zone de combat des avions « de transport » ou qui réparent le nombre sans cesse croissant d'avions que la D.C.A. vietminh met à mal.

Et si cela ne suffit pas ? Si, malgré tout, les Français continuent à se faire battre sur une échelle toujours plus grande, si — mieux encore — les Français déclarent qu'ils en ont marre de se battre pour M. Eisenhower et son gouvernement de milliardaires, l'Amérique abandonnera-t-elle la partie ? Ou bien entrera-t-elle elle-même, directement, globalement, dans la guerre ?

Et si oui, si les troupes américaines débarquent en Indochine, les troupes chinoises laisseront-elles faire ? Il est bien évident que non ; elles n'ont point laissé l'armée de l'O.N.U. dépasser en Corée le 38^e parallèle, ce n'est pas pour laisser le Pentagone s'établir aux portes mêmes de leur frontière méridionale.

L'étincelle qui fera éclater la guerre atomique mondiale peut donc partir du Tonkin. Le peuple américain risque d'avoir à faire la guerre pour Hanoi comme le peuple français eut à la faire pour Dantzig.

Situation aussi déplorable dans un cas que dans l'autre et qui peut avoir d'aussi graves conséquences dans le second cas que celles qu'elle eut dans le premier.

La République française, championne des nationalités, a fait la guerre pour empêcher les habitants de Dantzig, Allemands de race et de cœur, ayant exprimé à maintes reprises leur volonté unanime d'être rattachés à l'Allemagne, de redevenir citoyens allemands !

L'Amérique, championne de l'anticolonialisme, championne du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, s'apprête à risquer la guerre pour empêcher les Indochinois d'assurer leur indépendance et de régler eux-mêmes leurs propres affaires !

Ce ne sont là, dira-t-on, que les fourberies habituelles de toute « politique ».

Peut-être ! Mais les fourberies ont leur logique ; elles finissent toujours par révéler ce que précisément elles voulaient celer.

Dans cette chose extrêmement sérieuse qu'est la guerre, c'est ce qui est caché au plus profond du cœur de l'homme, ce sont les « impondérables », qui, en dernière analyse, jouent le rôle déterminant. Or les impondérables ne sont pas modifiés par les fourberies, cette superstructure tout artificielle. Les hommes ne se battent pas lorsqu'on prétend les faire se battre pour autre chose que ce pour quoi on a sonné leur ralliement.

La France ne pouvait continuer à prétendre qu'elle combattait contre l'impérialisme d'Hitler

lorsque c'était pour le maintien d'un acte d'imperialisme caractérisé commis par elle-même qu'elle entraînait en guerre contre lui.

L'Amérique ne pourra prétendre au concours des hommes libres qu'elle aura ralliés de par le monde pour la défense contre l'esclavage moscovite, si elle prétend les embarquer dans une guerre faite pour assujettir tout un peuple à sa propre volonté.

Les Français n'ont pas voulu se battre pour Dantzig ; le monde ne voudra pas se battre pour Hanoï. Or, si le monde, le monde « libre » ne se bat pas avec l'Amérique, je crains bien que les bombes A et H elles-mêmes, ne parviennent pas à maîtriser la Russie qui, ne l'oublions pas, dispose, elle aussi, de bombes A et H.

Un grave avertissement vient déjà d'être donné, il y a quelques jours à peine, à ces Messieurs du Département d'Etat. L'Inde doit pour une bonne part son indépendance, je le rappelle de nouveau, à l'Amérique qui, en pleine guerre, n'hésita pas à soutenir ses revendications au risque d'une rupture avec l'Angleterre ; cependant, Nehru n'a pas hésité, dès le premier jour, à affirmer et à pratiquer une politique étrangère fort différente de celle que l'Amérique aurait voulu lui voir suivre. Qu'importe ! se sont dit les gens de Washington, si nous ne pouvons nous assurer le concours des Hindouistes, il nous restera celui des Musulmans. Et ce fut alors la cour au Pakistan. Prêts de dollars, naturellement ! Puis, aide militaire. Et, enfin, accord pakistano-turc, évidemment dirigé contre la Russie.

De ce côté, tout allait donc très bien. Très bien... jusqu'à hier.

Car hier, c'est-à-dire au lendemain même de cet étroit rapprochement de Karachi et de Washington, des élections ont eu lieu au Parlement du Pakistan oriental, le plus riche et le plus peuplé des deux Pakistans, et le parti du gouvernement central, du gouvernement qui avait signé les accords avec l'Amérique et la Turquie, y fut battu à plate couture, battu par une coalition à laquelle participait le parti communiste.

Je ne connais pas la place que le parti communiste occupait dans cette coalition, s'il en était l'animateur, ou le parent pauvre. Mais, même dans ce dernier cas, le seul fait que le parti communiste est dans le camp gagnant devrait montrer aux dirigeants américains, si leurs milliards ne leur bouchent pas la vue, combien est précaire leur situation en Asie, dans tous les pays d'Asie, s'ils ne s'y assurent pas l'appui du peuple. Or, non seulement ils ne se l'assureront pas, mais ils auront le peuple ouvertement contre eux, le peuple de tous les pays d'Asie, s'ils poursuivent la politique de domination et de colonialisme qu'ils ont inaugurée en Indochine.

Ils veulent préserver le Sud-Est asiatique du communisme ? Qu'ils prennent garde qu'en voulant assurer leur domination sur l'Extrême-Orient, ils ne jettent tout simplement le Moyen-Orient dans les bras du communisme — cependant que leurs bons amis les Anglais se chargent d'en faire autant pour le Proche-Orient.

L'Asie à la Russie ! tel est le terrible danger qui menace aujourd'hui l'Occident, et il est stupide de penser qu'on l'écartera par des interventions militaires ; elles ne feront, au contraire, que l'aggraver.

Pour ce qui reste d'Asie non encore inféodé à Moscou, il n'est qu'un moyen d'assurer son ralliement à l'Occident, c'est que l'Amérique et l'Europe l'évacuent militairement et politiquement, en totalité, depuis Suez jusqu'à Hong-Kong. Ainsi seulement pourra être rayé définitivement le souvenir des quatre siècles de massacres, de

vols, de rapines et de conquêtes que l'Europe a imposés à l'Asie. Après cela, mais après cela seulement, l'Asie pourra devenir l'alliée de l'Occident.

ET FERA-T-ON UNE « PETITE GUERRE » POUR L'UNITED FRUIT ?

Ce n'est pas qu'en Asie que le gouvernement des milliardaires mène une politique catastrophique, une politique de suicide ; c'est en Amérique également. Ici l'United Fruit commande et le Département d'Etat obéit.

On sait que, comme la plupart des Etats de l'Amérique centrale, le Guatemala a l'essentiel de son économie qui dépend de l'United Fruit, le grand trust yankee des fruits tropicaux, notamment des bananes. L'United Fruit possède dans ces pays, non seulement d'énormes plantations, mais également tout l'appareillage économique public qui est utile à leur exploitation.

Or le gouvernement actuel du Guatemala, qui a incontestablement des tendances socialistes très accusées, a commis un double crime. D'une part, il a édicté une législation protectrice du travail qui s'applique notamment aux ouvriers des plantations de l'United Fruit, et, d'autre part, il a exproprié l'United Fruit, contre indemnité, de 100.000 hectares de terres qu'il a partagés entre les paysans.

Crimes de lèse-majesté !

Crimes qui ne sauraient rester impunis !

Pour les punir, Washington a fait déclencher par la presse et par ses ambassadeurs une violente campagne dans laquelle le gouvernement guatémalien était accusé d'être « communiste », et Dulles a cherché à obtenir indirectement sa condamnation par la conférence panaméricaine qui vient de se réunir à Caracas au moyen d'une résolution dont le vote devait ouvrir les voies à une intervention militaire contre la petite république socialiste à la première occasion favorable, sous le prétexte que la pénétration du « communisme international » met en péril la sécurité du continent américain !

La sécurité de l'Amérique s'identifiait avec la sécurité de l'United Fruit !

Que M. Dulles continue encore quelque temps dans cette voie et son pays sera bientôt vomé par tous ceux qui pourraient l'aider dans sa lutte contre Moscou. On s'étonne, paraît-il, à Washington, que les Américains rencontrent de plus en plus d'hostilité dans les pays étrangers et l'on en rend responsables les services de « propagande », les émissions de la « Voix de l'Amérique », etc. Infantillages ! Si les Etats-Unis ne bénéficient plus du préjugé sympathique dont ils jouissaient sous l'administration Truman, ce n'est ni parce qu'ils font trop de propagande, ou qu'ils n'en font pas assez, ou qu'ils la font mal, ce n'est même pas à cause du maccarthysme, mais c'est à cause de leur politique, à cause de leur politique étrangère officielle qui prend de plus en plus, dans les faits, l'exact contrepied de ce que, en paroles, leurs hommes d'Etat prétendent défendre.

Dulles ne fait que reprendre la politique de Théodore Roosevelt, la politique du *big stick* au service des *big business*, au lieu de continuer à suivre la politique libérale et démocratique de Wilson et de Franklin Roosevelt. Or, l'Amérique ne pourra rallier autour d'elle les combattants de la liberté que le jour où elle cessera de combattre contre la liberté, pour les intérêts de l'United Fruit.

R. LOUZON.

Propos non conformistes sur le regroupement syndicaliste

Il est difficile de commenter chaque mois la situation syndicale nationale et internationale sans mériter le reproche de platitude et de banalité. C'est sans doute l'effet d'une stabilisation « française », signe de régression « relative » et de décadence absolue. C'est aussi la preuve que nous n'avancions guère, pour ne pas dire que nous perdons constamment du terrain...

A six mois du 4^e congrès de la C.G.T.-F.O. nous sommes plus éloignés qu'à la veille du 3^e congrès, — alors que nous avions déjà abandonné les positions conquises à la veille du 2^e congrès — des objectifs fixés lors de la fondation de la C.G.T.-F.O. ; la *renaissance d'un syndicalisme ouvrier libre, l'unité du syndicalisme libre, le rassemblement des syndicalistes révolutionnaires*.

Nous pourrions sans doute soulager notre conscience en rappelant nos avertissements, nos propositions concrètes, notre préjugé favorable à l'égard de toute initiative, toute tentative, toute réalisation, orientée par ces objectifs. Nous préférons retracer le sillon...

Une base de regroupement ?

Sous le titre « Le regroupement s'impose » le *Courrier syndical*, organe d'une des minorités F.O., précise qu'un « renversement » de l'orientation confédérale doit être effectué, compte tenu des observations que nous résumons ici :

1) *Le sectarisme des dirigeants confédéraux a jeté constamment l'exclusive contre des organisations qui groupent une fraction importante de la classe ouvrière.*

2) *L'anticommunisme de certains fait le jeu des staliniens.*

3) *La décision du congrès sur la productivité a été remise en question.*

4) *La politique inconditionnelle de présence dans tous les organismes étatiques compromet nos organisations.*

5) *L'indépendance du syndicalisme est remise en cause, tant sur le plan des relations avec les partis politiques que sur celui de l'acceptation de fonds provenant de source extérieure au syndicalisme.*

6) *Les travailleurs dans les territoires non autonomes sont toujours soumis au joug du colonialisme avec l'accord tacite de la C.G.T.-F.O.*

Sur cette base peut-on envisager le regroupement des minoritaires F.O. et, par-delà les frontières de notre Centrale, l'union de tous les syndicalistes non conformistes ?

Sans doute, pouvons-nous accepter de telles idées générales, surtout lorsqu'elles condamnent la politique inconditionnelle de présence ou le colonialisme. Mais nous nous méfions de toutes les idées générales, lorsque derrière la formule générale nous sentons des allusions qui nous paraissent équivoques, trop confuses ou trop claires.

L'essentiel pour nous, c'est évidemment l'indépendance du syndicalisme. Mais cette indépendance ne peut être seulement « formelle », elle n'implique pas seulement l'indépendance des organisations, mais aussi l'indépendance des hommes et des idées. Ce qui explique nos réserves.

Contre les héritiers de Staline

Nous n'avons pas attendu nos amis du *Courrier syndical* pour distinguer entre les chefs staliniens et les ouvriers communistes ou annexés par les staliniens. Lorsque l'action commune se réalise dans l'action par la volonté spontanée des travailleurs, elle est non seulement un des moyens de la victoire ouvrière, mais encore un instrument de la lutte contre la stalinisation des syndicats. Nous ne cesserons pas de répéter que le réveil de la spontanéité ouvrière reste la meilleure formule de « cure » ou de traitement préventif contre le totalitarisme rouge.

Mais il nous est difficile de suivre nos camarades lorsque nous nous souvenons de certains comptes rendus de voyage en U.R.S.S., plus significatifs par leurs conclusions économiques politiques et sociales que par leurs appréciations touristiques. Notre inquiétude augmente lorsque nous constatons que ces vagabondages pénètrent au Cercle Zimmerwald et même dans les colonnes de la R.P.

Il ne s'agit pas de solidarité avec les ouvriers communistes, avec les peuples de l'Europe orientale. Il s'agit bien de tempérer le jugement sur le régime, de chercher des constructions socialistes... derrière les murs de la prison.

Ces voyageurs égarés dans nos rangs ne se sont évidemment pas permis de poser à leurs hôtes d'indiscrètes questions quant aux victimes et vaincus de la construction socialiste. Silence poli, puis résignation complice, enfin mépris réaliste pour les vagues humanités. Nous connaissons par expérience le terme de semblables évolutions. Que nous ne marchions pas, ce n'est pas assez dire. Nous reculons et tournons le dos.

La « gauche syndicaliste » se classerait selon un tel critère ? Il faudrait pour y figurer « nuancer » son anticommunisme. Qu'une telle fantaisie ait encore droit de cité, si ce n'est pas roublardise de politicien, c'est ignorance ou inconscience.

Les partisans de la Charte du Travail, les vichyssois et les collaborateurs se recrutèrent presque exclusivement parmi les bureaucrates, les étatistes, les planistes de la C.G.T. d'avant 1939, ainsi que parmi les ex-staliniens. Des apparentements analogues ont lié en 1945 les gens de Moscou et les rescapés de Genève... Jouhaux, à parité avec Frachon, se résigna difficilement à se séparer de son confrère. Il a longtemps soutenu la Fédération Syndicale Mondiale, même après la fondation de F.O. Il rêve encore d'arbitrer le conflit entre Eisenhower et Malenkov. C'est dans cet espoir qu'il a créé la très suspecte « Démocratie... capitulante ».

Pourquoi ? Par vieille tendresse pour la Révolution ? Rendons-lui justice. Sa jeunesse remonte parfois et lui inspire des propos proudhoniens et libertaires. C'est alors qu'il est le plus près de nous et le plus hostile à Moscou. Lorsqu'il redevient « homme d'Etat européen », il professe à l'égard de Moscou le respect d'un diplomate pour une puissance solidement établie et fortement redoutable. C'est donc bien chez les plus conservateurs des militants syndicaux que nous rencontrons le plus de courtoisie à l'égard des agents de Moscou. Et c'est tout aussi naturellement que ceux-ci se rencontrent avec les plus obtus des nationalistes.

Il n'y a pas à excuser le pacte hitléro-stalinien de 1939 — à expliquer la coalition contre l'armée européenne qui unit Duclos au comte de Paris, en passant par de Gaulle. Ce sont des phénomènes normaux. Ce qui est contre nature, ce sont les sympathies libérales et révolutionnaires pour les assassins de la Révolution russe, de toutes les libertés et du mouvement ouvrier libre.

Encore le parti antiaméricain !

La même confusion se manifeste en sens opposé. Pour être à gauche, il faut joindre à l'atténuation de l'anticommunisme, l'hostilité à l'égard de toute influence américaine. Nous avons souvent tenté — encore dans le dernier numéro de la R.P. — de dénoncer un parti pris qui couvre d'une rhétorique révolutionnaire les pires aberrations réactionnaires.

Je m'excuse de citer encore Le Ray, secrétaire de l'Union Parisienne F.O., et ancien membre du noyau de la R.P. On voudra bien croire que ce n'est pas par sordide rivalité personnelle. Mais il s'agit du cas typique d'un militant porté à la Commission exécutive confédérale par les éléments de gauche et qui — ce qui tient de l'abus de confiance — n'a jamais cessé de contrarier toute velléité de renouvellement, toute initiative non conformiste.

Sa phobie antiaméricaine procède en général par lourdes réticences et fumeuses allusions. « Lafond et Bothereau ménagent les syndicats tunisiens (!?) par servilité à l'égard des militants américains. Le redressement de la Fédération des Métaux F.O. assuré par Delamarre (militant honnête et sérieux) n'est qu'un don du Pactole (sic) ».

A l'avant-dernière commission exécutive de l'Union — comme on discutait des possibilités d'un nouveau mouvement — il éprouva le besoin de dénoncer l'anticommunisme que « des intellectuels ont imaginé » (On peut admirer l'opportunité et l'exactitude d'une telle observation alors que ce sont justement les intellectuels qui subissent le plus profondément l'influence stalinienne et neutraliste) et d'avancer que la direction de F.O. doit tenir compte de contraintes internationales. Inutile de lui demander de préciser et de prouver cette accusation. L'insinuation, soulignée par un geste éloquent, échappe au débat contradictoire.

Ce n'est pas pour lui mais pour les gens de bonne foi que nous articulons nettement cette réplique : « Il n'est pas à notre connaissance de militant syndicaliste américain qui n'ait déploré l'avisement relatif des salaires français. Jamais nous n'avons entendu l'un d'entre eux blâmer une grève corporative française. Bien au contraire, ce n'est pas une fois, c'est au cours de multiples entretiens que nous avons entendu des représentants des centrales américaines ou même du « Board of Trade » de Washington attribuer les succès staliniens à la passivité, d'ailleurs explicable, des métallurgistes français. Certains s'étonnaient devant nous que l'on n'ait pas rendu plus efficace la grève de la R.A.T.P. de 1951 en paralysant tous les transports.

On ne peut pas demander à un syndicaliste américain d'approuver les grèves politiques contre Ridgway ou la C.D.E... pas plus qu'à un syndicaliste français.

Mais ces fameuses contraintes « internationales » ne s'exercent jamais contre l'union des travailleurs provoquée par des revendications légitimes. On le sait fort bien. On sait fort bien que si l'on n'agit pas, c'est tout simplement parce que l'on préfère l'immobilité confortable au mouvement qui ne déplace pas que les lignes. Seulement, par res-

pect humain, il est difficile de le dire nettement. Il vaut mieux agiter les oripeaux de l'indépendance... française, ironiser sur la faiblesse idéologique des travailleurs d'outre-Atlantique, éructer le nom de Wall Street...

Menaces étatistes

Ce n'est pas par outrance verbale que nous invoquons l'idéologie. Le même numéro du *Courrier syndical* publie un long article de Guy Thorel dont le titre éclaire la tendance : « M. Moody et la C.G.T.-F.O. ».

Il s'agit des fonds attribués — selon l'amendement Moody à la loi américaine de sécurité mutuelle — au bénéfice des initiatives européennes favorables au développement de la libre entreprise, des mouvements syndicaux libres, etc.

Nous n'avons guère étudié la question. Il nous semble que c'est le prolongement des crédits fournis, sous le signe du plan Marshall, pour encourager la « productivité » et qui ont financé les nombreuses missions de techniciens et de militants syndicalistes envoyés aux U.S.A. On peut évidemment condamner ces opérations, par principe, même si des syndicats libres peuvent disposer librement de ces fonds, sans subir de contrôle, sans avoir à rendre compte de leur gestion à d'autres qu'aux syndiqués. Il est facile de prouver, en toute honnêteté, qu'on favorise indirectement la « productivité », en formant des professionnels dans des cours syndicaux, en facilitant par le renforcement des syndicats libres, la lutte revendicative et la préparation des conventions collectives.

Mais si l'on veut condamner le principe des subventions, il ne faut pas se borner à cette opération particulière.

Des syndicats — même stalinisés — bénéficient d'aide financière directe d'origine municipale, ou indirecte par l'inscription aux budgets publics des traitements des permanents. Leur liberté en est-elle amoindrie ?

Quelle que soit la rédaction des documents officiels, américains ou français, on ne peut tirer argument du vote du congrès de la C.G.T.-F.O. de 1952. Ce que celui-ci a interdit, c'est la participation de la C.G.T.-F.O. à un organe semi-officiel, dirigé par des techniciens, ayant pour objet d'entreprendre des « expériences de productivité », c'est-à-dire de subordonner l'action ouvrière au succès de ces expériences. Il est possible que cette formule soit appliquée dans certaines affaires américaines. Il n'est pas vrai que ce soit l'expression doctrinale du syndicalisme américain. Et Guy Thorel le sait aussi bien que moi, car il a participé à une mission aux U.S.A. et donc profité de crédits attribués sous le signe de la productivité. Sans doute ne peut-on lui reprocher une évolution qui ne lui est pas personnelle. Mais la « vertu à retardement » peut s'accompagner de quelque mesure et de quelque indulgence. D'autres dangers — autrement sérieux — menacent le syndicalisme.

Oserai-je lui objecter que son argumentation même est révélatrice d'une tendance dangereuse ?

« Les fonds Moody — dit-il — sont donnés à la France pour promouvoir une politique de productivité, pour défendre la libre entreprise, restaurer la libre concurrence et soutenir les syndicats libres. »

Rien de nouveau en cette tendance américaine officielle. Mais à quoi s'oppose-t-elle ? L'amendement Moody le dit explicitement : « Aux barrières qui empêchent une participation constamment accrue de la libre entreprise privée dans le développement des ressources — aux pratiques monopolisti-

ques et cartellisantes restreignant la production et augmentant les prix ».

Tendance libérale, peut-être périmée, qui laisse toute liberté de mouvement à l'entreprise privée et aux syndicats libres — qui évidemment veut liquider les abus de l'étatisme, des monopoles et des cartels. Tendance qui maintient sans nul doute l'exploitation capitaliste, mais aussi son antithèse : le mouvement ouvrier. Tandis que la tendance contraire ajoute les servitudes étatiques à l'exploitation capitaliste, limite ou détruit les libertés ouvrières.

Guy Thorel oppose à l'amendement Moody, l'article des statuts confédéraux précisant comme but de la C.G.T.-F.O. : la suppression du salariat et du patronat... qu'il traduit par « suppression de la libre entreprise et de la libre concurrence ».

Nous avons déjà entendu cela. On tire de ce texte la preuve de notre supériorité... idéologique, sur les Américains, les Anglais et les Allemands.

Nous serons d'accord, si l'on veut bien « dater » la confrontation. De 1906 à 1914, la formule a animé une C.G.T. dont les conquêtes concrètes et solides se sont accomplies par le double effet de l'action directe et de l'indépendance — d'une C.G.T. qui se plaçait nettement à l'avant-garde de l'Internationale.

Depuis quarante ans la phrase — sauf en quelques périodes exceptionnelles — sonne comme l'évocation du « royaume de Dieu » dans les prières catholiques : alibi, consolation, regret mélancolique, titre de noblesse flottant sur des ruines...

Pour qu'elle exprime de nouveau une volonté consciente, il faut que renaisse un mouvement syndical libre, capable d'abord de briser les contraintes étatiques, de limiter l'exploitation capitaliste...

Sinon... l'argument de Thorel appelle une action politique contre la libre entreprise et la libre concurrence — une action politique contre le capitalisme — donc la prise du pouvoir politique par les voies parlementaires ou insurrectionnelles.

Il faut donc le dire clairement. Nous ne pouvons accepter une « plate-forme » de regroupement des minoritaires que sous trois conditions préalables :

— La justification de la scission de 1947 qui consacra la rupture avec les agents du totalitarisme, qui annonce la délivrance de la classe ouvrière serrée dans l'appareil totalitaire.

— L'affirmation de la solidarité qui nous lie aussi bien à la classe ouvrière américaine qu'au prolétariat russe, qu'aux peuples colonisés par les tars de Moscou ou les réactionnaires d'Europe occidentale.

— L'opposition au capitalisme et à l'étatisme par l'indépendance syndicale totale, l'action directe et la spontanéité ouvrière.

Regroupement et unité

Il est évident que ces précisions n'ont pas pour objet de soumettre le « regroupement » à nos thèses.

Nous entendons simplement distinguer trois besoins qui se complètent sans se confondre.

D'abord l'action minoritaire au sein de la C.G.T.-F.O. Si l'on veut bien ne pas la placer sous la bannière d'un néo-neutralisme et de l'antiaméricanisme, si l'on veut bien ne pas la soumettre à des ambitions politiques respectables, nous sommes tout disposés à la soutenir et à l'aider. Car une double expérience malheureuse, au sein de la Fédération de l'Education Nationale F.O. et de l'Union des Syndicats parisiens confirme notre conviction

quant à la nocivité d'un bureaucratisme qui s'est renforcé de congrès en congrès.

Ensuite le regroupement des syndicalistes révolutionnaires, réalisé en France et se prolongeant chez nos amis étrangers.

L'initiative du *Trait d'union des syndicalistes* de provoquer des rencontres, des échanges d'informations et de commentaires nous paraît digne d'encouragement.

Enfin l'unité du syndicalisme libre. Il est quelque peu risqué de soulever de nouveau cette question, alors que nous vivons sous le souvenir humiliant des échecs de 1950 et de 1952. Nous n'avons cependant pas abandonné les deux formules lancées, il y a deux ans : des cartels sur le plan des Fédérations, des cercles d'études sur le plan des Unions. Il n'est pas utile de se lamenter sur la duplicité de certains militants de la C.F.T.C., le sectarisme des dirigeants de la C.N.T., l'ambition anormale des autonomes... On constate l'isolement de F.O. Il est sans doute voulu par des éléments extérieurs, pour des motifs pas toujours avouables. Mais il est aussi l'effet d'une crainte paralysante qui sévit à tous les étages de la C.G.T.-F.O.

Nous posons le dilemme, il y a six ans : *Refuge ou basè de départ*. On s'en est tenu au premier terme. On veut surtout consolider les positions, fortifier la maison, se protéger contre l'extérieur, le nouveau, l'imprévisible. Nous nous retrouvons dans la vieille C.G.T. d'avant 1936, sans bénéficier de la même sécurité matérielle. Si l'on avait gardé l'initiative des opérations, si l'on avait forcé le choix des autres organisations, il n'aurait pas été impossible d'enfermer la C.G.T. stalinisée dans l'isolement dont on souffre aujourd'hui. C'est pourquoi la minorité de F.O. peut jouer un rôle essentiel dans le changement de climat et la renaissance des espoirs d'unité.

Notre R.P. ne peut prétendre à la direction de l'action pour le regroupement et l'unité. Mais elle peut et doit ouvrir ses colonnes à une libre information sur les différentes tendances se réclamant du syndicalisme révolutionnaire. Une tribune, où l'on opposera sans doute des idées, mais où surtout on confrontera des expériences, on discutera de toutes initiatives ou propositions tendant à notre but commun.

Salaires minimum interprofessionnel

De nouveau, toute l'action syndicale semble concentrée sur le salaire minimum interprofessionnel. Nous avons fréquemment examiné la question dans la R.P. Nous croyons utile, afin de renouveler nos observations précédentes, de soumettre à nos camarades l'extrait d'un article consacré à cette bataille, que nous avons publié dans la *Démocratie prolétarienne* de janvier-février 1954 :

1) Les votes à la Commission Supérieure des Conventions Collectives traduisent exclusivement un rapport de forces, et non un jugement académique sur des opérations arithmétiques et des observations sociales.

Par une interprétation abusive de la loi de février 1950, on pose toute la question de l'augmentation générale des salaires en partant du minimum interprofessionnel.

Pour que le patronat s'y soumette, il faut qu'il y soit contraint par un mouvement général comme en juin 36. Sinon, on renforce la solidarité patronale que l'intérêt ouvrier — comme d'ailleurs le progrès technique — commande de briser.

2) Il est certain que les tendances sociales

d'un gouvernement peuvent — au moins lors d'un renversement de majorité — favoriser l'action ouvrière. A la condition que celle-ci ne soit pas soumise aux conditions de la « durée » gouvernementale. Même si l'on ne se réfère pas à la doctrine marxiste, on ne peut accorder à l'Etat les qualités d'un arbitre, alors qu'il supporte les charges du « patron » le plus important par la densité de sa main-d'œuvre.

3) La notion de salaire minimum se rattache à celle du « juste prix » défendue par l'Eglise, à la fin du moyen âge — c'est-à-dire qu'elle ne vaut que pour une période de stagnation, pour ne pas dire de crise et de régression.

L'historien Henri Hauser a démontré que la bourgeoisie commerçante adhéra à l'Eglise calviniste dont le promoteur avait justifié le « prêt à intérêt », associant ainsi la prédication évangélique et l'expansion du capitalisme.

C'est exactement dans les mêmes conditions que le progrès économique et social bouleverse le budget-type, en modifiant sa composition et la pondération de ses différents facteurs. On pourrait presque renverser la formule. *Ce ne sont pas les besoins qui déterminent le salaire, c'est le salaire qui détermine les besoins, la valeur du salaire, elle-même fonction de l'action ouvrière.*

Syndicats nationaux et Fédération des fonctionnaires

Nous avons vécu deux expériences malheureuses, au sein de F.O., écrivons-nous ci-dessus. Nous reviendrons sur celle de l'Union des syndicats parisiens.

Dans la R.P. de décembre 1953, sous le titre « *Bilan de six années d'autonomie* », nous tentions d'expliquer la crise de la *Fédération de l'Education Nationale Force Ouvrière* et nous nous réjouissions d'annoncer que pour la tirer du marasme, le syndicat des centres d'apprentissage en prendrait probablement la direction.

Formellement notre prévision s'est accomplie. Le secrétaire du syndicat des Centres est devenu secrétaire fédéral. Mais la solution adoptée est diamétralement opposée à celle que nous espérions.

Le syndicat national des centres d'apprentissage — dont nous avons écrit l'éloge en termes suffisamment nets — s'est révélé capable de mener une action corporative efficace. Nous pouvions tout attendre de la fermeté syndicaliste de ses militants, ayant les premiers brisé avec les staliniens — d'autant plus que ses sections régionales sont souvent animées par d'anciens militants ouvriers. Grouper autour de ceux-ci tous les enseignants F.O. à la base, réaliser une liaison permanente avec les Unions de syndicats, c'était là pour nous l'essentiel de l'action fédérale.

En dehors du syndicat des centres d'apprentissage et de quelques syndicats de catégories numériquement faibles, il n'existe ni chez les instituteurs, ni chez les secondaires, de syndicat national capable d'action corporative.

C'est pourtant aux seuls secrétaires des syndicats nationaux — renforcés par Walusinski, spécialiste international — que l'on a confié la Fédération. Au bureau fédéral, les instituteurs ne seront représentés que par Babau, successeur de Pédarri-

bes (cf. R.P. de décembre 1953), au secrétariat du syndicat — dit national — dont la seule section importante, celle de la Haute-Garonne, s'est prononcée contre la grève. L'un des principaux responsables de celle-ci déclarait à l'assemblée générale du 29 octobre 1953 :

« Les instituteurs ne doivent pas faire grève. Ainsi en jugeait vers 1920 le camarade Forgues quand il voulait amener les instituteurs à la C.G.T. : Nous ne vous demanderons pas de faire grève. NOUS LA FERONS POUR VOUS, et vous garderez nos enfants ».

Ce syndicat dit national a rompu avec une autre saine tradition de notre syndicat d'avant-guerre, dont les sections départementales assuraient l'adhésion obligatoire de leurs adhérents aux Unions de syndicats. Babau, secrétaire de l'Union des Bouches-du-Rhône, membre de la commission exécutive confédérale, viole les statuts confédéraux par lesquels l'adhésion à la centrale impose l'obligation du timbre d'Union et du timbre de Fédération. Il laisse, selon ses propres paroles, « ses adhérents se débrouiller avec leurs Unions ».

Pour avoir protesté, pour avoir rappelé qu'une véritable Fédération de l'Education nationale ne se concevait que par la formation de syndicats départementaux *groupant tous les enseignants à la base* — qu'un véritable syndicalisme universitaire ne se concevait pas sans la présence des syndicalistes de l'Enseignement dans les Unions de syndicats ouvriers, j'ai été accueilli par de dédaigneux haussements d'épaules, des sourires sarcastiques, le silence méprisant de gens dont j'espérais l'approbation. Finalement, j'ai été exclu du bureau fédéral.

Inconscient ou cynique, j'ai été plus loin encore. Je me suis élevé contre la renaissance de la Fédération des Fonctionnaires, à laquelle les postiers n'adhèrent pas. J'ai rappelé notre vieille thèse sur la nécessité de constituer de véritables fédérations de services publics, parmi lesquelles celles de l'Education Nationale, des P.T.T., des Travaux publics. J'ai évoqué nos anciens qui n'acceptaient qu'avec répugnance de confondre les enseignants dans la masse des fonctionnaires d'Etat. Mêmes sourires, mêmes sarcasmes, même mépris.

Il en faut d'autres pour me contraindre au silence. L'isolement ne m'inquiète guère. Et c'est fort tranquillement que j'énonce ici de nouvelles conclusions... scandaleuses, que nous aurons l'occasion de développer :

1) Si le syndicat national dans une administration d'Etat ou un service public peut s'imposer par nécessité corporative, il reste hors des statuts confédéraux qui ne reconnaissent que *des syndicats locaux ou départementaux* adhérant obligatoirement à la C.G.T. par le *double canal d'une Union départementale et d'une Fédération d'industrie*.

2) Au même titre que l'autonomisme universitaire, la Fédération des Fonctionnaires représentera la rupture avec la classe ouvrière, la consolidation d'une bureaucratie qui ne vit que *par et pour l'Etat*.

Roger HAGNAUER

P.S. — *Mon insistance à dénoncer le parti pris antiaméricain permettra à de bons camarades de me ranger dans le parti de « Washington ». Je vais provoquer encore des sourires en affirmant que c'est au contraire le parti pris antiaméricain qui est directement responsable de la politique... « asiatique » de M. Dulles.*

Au reste, il ne s'agit pas de l'Amérique dans mon article, mais des syndicalistes américains.

La Renaissance du Syndicalisme

Quand la C.G.T. prouve le mouvement... en ne marchant pas !...

Relater les principaux faits de la vie sociale, y ajoutant seulement quelques réflexions qui n'ont pas du tout l'ambition d'être définitives, peut sembler très simple et il semble bien difficile de s'y dérober. Cependant, au seuil de ces notes, j'hésite; tant j'ai crainte que relations comme commentaires apparaissent par trop pessimistes. Je n'y puis rien, n'étant pas distributeur d'eau bénite, et il est évident que rarement l'activité sociale fut aussi ténue.

Sans doute est-il utile de revenir sur la grève des services de la météorologie ? Voilà une action tellement justifiée qu'elle a pu bénéficier des commentaires favorables de l'ensemble de la presse, sans exception. Quelle était en effet la condition des grévistes au départ : fonction conditionnée à un concours d'entrée pour lequel le baccalauréat complet est exigé ; travail très fatigant et souvent déprimant — veilles de neuf heures de nuit dans une baraque éloignée de plusieurs kilomètres de l'aéroport ou autre centre — comportant de surcroît d'importantes responsabilités : la vie, par exemple, des cinquante passagers d'un avion commercial.

Le tout étant agrémenté d'un traitement mensuel de 27.000 francs après un an de présence, on conçoit que les intéressés aient finalement déclenché la grève pour obtenir une augmentation indispensable de leurs salaires. Encore la demande était extrêmement modeste : quelques milliers de francs annuels en reconnaissance de leur technicité.

Pourquoi ce mouvement n'a-t-il pas obtenu les résultats escomptés ? Pourquoi s'est-il terminé sur un demi-succès ? A cause du freinage du syndicat C.G.T. qui, dès le début, a apporté la note pessimiste et a délibérément empêché que les agents de la sécurité aérienne ne manifestent une solidarité agissante. Les militants affiliés aux autres centrales, à F.O. en particulier, en ont eu conscience dès le début, mais ils ont tenu, empêchant que la grève ne se solde par une défaite.

Le motif de l'attitude cégétiste ? Il nous faut revenir aux mêmes choses : la politisation du mouvement syndical et son utilisation pour des fins étrangères au mouvement ouvrier. Or c'était le moment où des mots d'ordre tout frais indiquaient que toute action ou groupement agissant parallèlement aux positions diplomatiques soviétiques devait être soutenu. C'était le moment où des représentants patronaux de la métallurgie subventionnaient des organismes ou publications — dites ouvrières, dites d'extrême-gauche — pourvu qu'elles attaquent le plan Schuman. Il ne fallait donc pas effrayer ces gens par des remous sociaux intempestifs.

Si l'on ajoute que le syndicat C.G.T. n'était pas en mesure de dominer le mouvement des météo et d'y faire admettre des mots d'ordre politiques, que pouvaient bien peser les revendications de salaires pour ces adeptes de l'Urssolâtrie.

Ce qui précède explique-t-il la tactique générale présente de la C.G.T. ? Pour une part, tout au moins. Car quels mobiles donner à son attitude ?

Depuis des semaines, on ressert les mêmes mots d'ordre avec les mêmes promesses d'action imminente. On emplit les colonnes de « l'Humanité » de décisions dont il est difficile de juger l'importance, car on ne peut souvent déterminer s'il s'agit de l'expression des trois salariés d'une entreprise artisanale ou de celle d'une réunion nombreuse dans une grande boîte. Malgré tout, plusieurs fois on a annoncé le tonnerre, puis cela s'est traduit par un cycle de nouvelles conférences.

Il est évident que la température sociale ne s'y prête pas. Le tout récent mouvement des biscuiteries Gondolo en a été une supplémentaire constatation, les difficultés d'autres secteurs aussi. Mais il est difficile de ne pas penser à des échéances internationales auxquelles on voudrait bien faire correspondre, le cas échéant, une agitation ayant une base professionnelle. D'autant que le parti communiste revendique maintenant la direction automatique de la C.G.T.

Inutile de vous assommer ici de références. Reportez-vous simplement à votre quotidien inhabituel, l'Humanité de ces derniers temps, et prenez connaissance des déclarations de Duclos, Billoux, Servin, etc., à propos de l'affaire Lecœur. Vous y verrez qu'on ne se gêne pas de déclarer que tout mot d'ordre, que toute action, sont décidés par le bureau politique et transmis directement pour action au bureau confédéral.

Dans ces conditions, comment se montrer sévères pour le manque de combativité, les attermolements, voire les faux prétextes calculés des autres centrales ? Si leur désir d'action est très faible, quel meilleur moyen de se dérober qu'une réprobation des mots d'ordre politiques imposés par le P.C. à la C.G.T. ? Quel magnifique moyen, aussi, de faire passer les lois de répression sociale que l'on prépare un peu partout.

Il est donc dit que ce qu'on est encore convenu d'appeler le stalinisme pourrira tout. Si...

L. MARTIN.

Les propos du Prolo

BRAVO MANCHON !

Dans les colonies, les organisations syndicales créées par les centrales de la métropole restent trop souvent coupées du prolétariat indigène et il n'est pas rare de les voir étroitement liées avec le gouverneur général et l'administration réactionnaire aux ordres des colons. De mouvement d'émancipation dans ses buts, le mouvement syndical devient ainsi, indirectement, une force d'asservissement.

Les organisations syndicales ne devraient-elles pas se comporter en défenseurs vigilants des prolétaires indigènes contre les colons exploités et l'administration tyrannique ? Leur ouvrir large-

ment leurs portes et les appeler à participer activement à la vie syndicale ?

C'est ce qu'a compris Manchon, secrétaire de l'U.D.-F.O. de Constantine. Les travailleurs indigènes se détournent de la C.G.T. et il est fort probable qu'ils ne tarderont pas à créer une centrale syndicale propre. Manchon préférerait qu'ils entrent à Force Ouvrière. Et il a raison, car on doit éviter à tout prix la séparation entre les ouvriers originaires de la métropole et les ouvriers indigènes. Il n'a pas hésité, pour opérer ce rassemblement de tous les exploités d'Algérie, à prendre contact avec le parti nationaliste qui a une grande influence sur le prolétariat algérien : le mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques de Messali Hadj.

Mais son initiative ne semble pas être vue d'un bon œil par les dirigeants des deux autres U.D. dont les rapports avec le cabinet du gouverneur général (au moins celle d'Alger) traduisent bien les tendances réactionnaires et colonialistes de trop de militants dits syndicalistes. Elle ne semble pas non plus recevoir l'approbation du bureau confédéral. Et ici, une fois de plus, nous retrouvons les méfaits de la collaboration des dirigeants syndicalistes avec des équipes gouvernementales. Elle crée une ambiance qui ne permet plus à ces dirigeants d'avoir les réactions saines et spontanées qui s'imposent en présence des exactions des sous-ordres de leurs amis. Nous constatons aussi les inconvénients de la présence des fonctionnaires d'autorité dans le mouvement syndical ouvrier. Nos U.D. de l'U.F. sont trop souvent animées par des fonctionnaires qui ne sont pas libres de leurs mouvements et se trouvent être quelquefois plus — indirectement — au service du gouverneur général et des colons que des prolétaires.

Quant à nous, nous approuvons pleinement Manchon dans sa tentative de faire du mouvement syndical F.O. en Algérie une force vraiment représentative de tout le prolétariat algérien, sans compromission avec les colonialistes réactionnaires du cabinet du gouverneur général et de l'administration.

L'ÉGLISE DU CÔTÉ DES OPPRESSEURS

Le 25 février, le cardinal-archevêque de Tolède et primat d'Espagne, Mgr Enrique Pla y Daniel, représentant le souverain pontife a remis à Franco le grand collier de l'Ordre suprême du Christ.

L'Église reste du côté des oppresseurs et bien naïf qui espère la redresser ; aussi naïf que le communiste de la base qui veut ramener le parti dans le socialisme traditionnel.

COMMENT ENGAGER LA LUTTE POUR LE RELEVEMENT DES SALAIRES ?

Louis Vert, des métaux de l'Isère, a écrit dans « l'Alliance ouvrière » un article intéressant dont le titre donne très bien l'esprit :

« Pour revenir à une saine pratique de l'action syndicale, se déterminer seulement en fonction des faits, agir en réalistes et non en conformistes. »

Il dénonce avec raison la « fâcheuse tendance des militants à reporter systématiquement les décisions d'action à un plan plus large et à un niveau supérieur à l'échelon et au secteur dont ils sont responsables ».

S'en tenant aux faits, à l'ambiance actuelle, il essaie de dégager le sens et le caractère que pourrait prendre l'action syndicale pour être plus efficace après le léger relèvement du salaire de base.

Inévitablement, ce relèvement aura des répercussions sur les autres salaires, et il cite le cas du manœuvre MI qui se trouve avoir rejoint l'ouvrier spécialisé deuxième catégorie, dans la métallurgie de Grenoble.

Alors, ne conviendrait-il pas, partant de cette constatation, de se battre d'abord par profession ?

« Se battre, écrit-il, pour obtenir :

a) Un minimum garanti au manœuvre supérieur aux 115 francs fixés par le gouvernement pour la zone O.

b) Une révision générale des salaires minima par catégories, qui entrainera peu ou prou, une revalorisation des salaires effectifs dans les entreprises.

Ainsi il sera possible de mobiliser des catégories de travailleurs qui ne se sentent pas directement touchées par le relèvement du seul salaire minimum. »

La lutte par profession, croyons-nous avec lui, engagerait « de façon plus sensible les salariés à l'action générale pour la revalorisation du pouvoir d'achat ».

Commencer par les secteurs où les conditions sont le plus favorables, organiser la solidarité, ne serait-ce pas la tâche de nos confédérations et de nos fédérations ? Et qui sait, en cas de réussite, au départ, ne provoquerait-on pas le mouvement général qui imposerait le minimum vital demandé par les organisations syndicales ?

LA SITUATION ECONOMIQUE AUX ETATS-UNIS

1953 a été une année de grande prospérité, une année record au point de vue production et accroissement du revenu national. Mais, au cours du deuxième semestre des signes de ralentissement étaient apparus. Or l'économie capitaliste ne peut assurer le plein emploi que par une extension continue qui absorbe la main-d'œuvre refoulée par l'introduction de techniques nouvelles ou par l'élimination des entreprises ne répondant plus aux besoins des consommateurs ou incapables de s'adapter aux conditions nouvelles de production.

La stagnation, c'est la fin du plein emploi, la fin de l'optimisme ; c'est déjà la crise.

Le grand problème qui se posait en ce début d'année était donc celui de la reprise de l'expansion.

Les conseillers économiques du président Eisenhower suivaient de près la situation ; ils se sentaient en mesure d'enrayer le ralentissement de la production et de garantir le progrès économique.

D'après les prévisions officielles la production allait pouvoir s'accroître encore au rythme de 3,25 %, la réduction des dépenses militaires consécutive à la fin de la guerre de Corée devait être compensée par l'augmentation de certaines dépenses gouvernementales, des réductions d'impôts allaient favoriser les investissements et stimuler la consommation ; de grands travaux seraient entrepris.

Mais des points noirs subsistaient : ralentissement du pouvoir d'achat des fermiers frappés par la baisse des produits agricoles ; fléchissement de la construction, augmentation du chômage ; points noirs assez inquiétants pour que le sous-secrétaire d'Etat au Trésor R. Burgess en soit réduit à caractériser la situation par ces conclusions : « Pas de dépression, mais un rajustement... Je ne vois rien qui permette de penser qu'il s'agit de plus que cela. »

Ce n'est déjà plus le ton optimiste du président dans son message au congrès.

Et l'économiste australien Colin Clark qui avait déjà exprimé ses craintes d'une dépression, vient

de les renouveler avec plus de précision dans un article du *Financial Times* du 17 mars.

Il présume « qu'une sérieuse et dangereuse récession est en voie de se développer en 1954 » alléguant la rareté relative de monnaie, l'importance des stocks, le ralentissement de la demande de biens d'investissements, la baisse probable de la construction dont le coût est trop élevé et surtout le mouvement de baisse qui, s'il acquiert une force suffisante tend « à se perpétuer lui-même par une sorte de réaction en chaîne ».

Il est particulièrement important de suivre l'évolution de la situation économique aux Etats-Unis, d'abord parce que nous assistons à une tentative organisée — par des capitalistes libéraux — d'empêcher l'éclatement d'une crise en économie capitaliste ; ensuite parce qu'une stagnation ou une dépression aux Etats-Unis auraient des répercussions sérieuses sur la situation économique des autres pays, l'U.R.S.S. et ses satellites mis à part.

DE L'ATTITUDE NEGATIVE DU MOUVEMENT SYNDICAL A UN SYNDICALISME CONSTRUCTIF

Après avoir — sous la présidence de Bothereau — éliminé son secrétaire trop turbulent, qui se permettait d'envisager des unités d'action non conformes à la conception confédérale, l'U.D. F.O. de la Seine-Inférieure a voté une résolution d'orientation préconisant une action constructive du mouvement syndical.

« Il y a lieu, y lit-on, de sortir le mouvement syndical français de l'attitude purement négative dans laquelle il se trouve actuellement plongé. »

Nous sommes bien d'accord sur ce point, comme nous sommes d'accord avec l'U.D. de la Seine-Inférieure pour repousser toute coalition genre Front populaire qui ne pourrait qu'engendrer de nouvelles confusions et élargir le champ d'action des agents de l'impérialisme russe.

Mais comment amener notre mouvement syndical à construire ? Et à construire quoi ?

L'U. D. de la Seine-Inférieure propose l'élaboration d'un « programme constructif qui constituera une étape vers la libération économique de la classe ouvrière » et qui servirait de base pour « une alliance du type travailliste avec les autres centrales syndicales libres disposées à promouvoir une politique de progrès social appuyée sur l'activité économique développée par les organisations syndicales libres ».

A la base, la C.E. préconise une « coopération au sein des entreprises pour procéder à l'application de la liaison des salaires à l'évolution de l'activité de ces dernières » et qui serait assurée à tous les échelons du mouvement syndical, grâce à un « appareil technique spécialisé composé d'éléments ouvriers compétents pour étudier et proposer des solutions valables ». Puis elle énumère les grandes lignes d'un programme que l'on peut retrouver dans les résolutions confédérales et qui demanderaient à être précisées, car telles quelles, en raison de l'interprétation que l'on peut donner aux mots réorganisation de la structure économique et sociale, rationalisation du travail, réorganisation du circuit distributif, elles peuvent figurer sur le programme électoral de n'importe quel parti et être acceptées par n'importe quelle organisation patronale. C'est ainsi que le rédacteur en chef du très bourgeois « Le Havre », R. Bruhier, a pu l'accueillir avec une joie non dissimulée dans son leader du 5 mars 1954.

Sur ce point, nous trouvons le programme de l'U.D. de l'Isère plus précis et plus complet. Nous

y voyons figurer par exemple le contrôle de l'auto-financement, pleinement justifié puisqu'il s'agit d'une appropriation privée de biens collectifs après la rémunération du capital et de l'entrepreneur ; le contrôle des subventions de l'Etat qui, comme la mesure précédente, ouvrirait une porte en vue du contrôle réel de l'entreprise ; la lutte contre les intérêts particuliers, les ententes professionnelles et les entreprises marginales qui peut et doit aboutir à une baisse effective des prix ou à une hausse des salaires ; la création d'un vaste marché européen qui réaliserait les conditions d'un relèvement sérieux de la production et du niveau de vie ; la prise en charge du chômage technologique, la création de centres de réorientation professionnelle, le remboursement des frais éventuels de déplacement et de logement, juste réplique à la sauvegarde des intérêts des actionnaires et simples avances de fonds qui seront largement compensées par la réorganisation des entreprises.

Pour ce qui est des mesures envisagées pour la réalisation du programme de la Seine-Inférieure des précisions seraient souhaitables.

Comment fonctionnerait l'appareil technique spécialisé à tous les échelons ? Vers le sommet n'aboutirait-on pas encore à la création de nouveaux fonctionnaires ?

Et qu'est-ce que cette alliance de type travailliste ? Les travailleurs participent à l'action électorale, au gouvernement. Est-ce à cette forme d'association que veulent nous conduire nos camarades de la Seine-Inférieure ? Nous craignons fort qu'un tel projet, à l'heure actuelle, du moins, n'ait d'autre conséquence que de créer un peu plus de confusion.

A notre avis, la meilleure manière de s'orienter vers un syndicalisme constructif, c'est d'affirmer catégoriquement le point de vue ouvrier sur tout les problèmes économiques et sociaux, qui touchent les salariés et, comme les solutions préconisées ne peuvent que susciter l'opposition des classes conservatrices et possédantes (1), et des profiteurs divers du système actuel, il faut prévoir en même temps une action ouvrière énergique qui s'exercerait directement sur le patronat et sur l'Etat. Toute action parlementaire aboutit inévitablement à des compromis avec ceux qui se trouvent touchés par nos revendications : laissons ce soin aux spécialistes du travail parlementaire qui tiendront compte de notre point de vue dans la mesure où ils sentiront que nous constituons une force réelle. Le prolétariat est une classe aux intérêts distincts qui ne sera forte que lorsqu'elle aura pleinement conscience de la façon dont elle est exploitée, qu'elle en aura conscience non par l'acceptation d'une démonstration mathématique ou logique — comme c'est le cas pour pas mal d'intellectuels dits marxistes — mais par la constatation, dans l'entreprise même et dans tous les services qui participent à l'organisation de la production et de la distribution du revenu national, de la manière dont elle est exploitée et trompée.

Il est temps de se détourner des formules trop schématiques, sans contenu concret, pour s'attacher à voir la réalité en face, la voir soi-même. Il est temps d'apporter de la clarté dans l'action ouvrière qu'on a trop souvent liée à celle de catégories sociales aux intérêts opposés, qu'on a trop souvent détournée de ses buts en l'associant à des opérations confuses, seulement profitables aux équipes qui aspirent au pouvoir mais qui sont incapables d'utiliser ce pouvoir au profit des travail-

(1) Car lorsqu'on augmente la part ouvrière du revenu national sans accroissement de productivité, cela ne peut se faire qu'au détriment d'autres catégories sociales.

leurs parce qu'elles ont trop d'intérêts à ménager.

Louis Vert caractérise bien cette volonté de libération pour créer en écrivant qu'il faut « se déterminer seulement en fonction des faits, agir en réalistes et non en conformistes ». Il aurait seulement dû ajouter que, s'étant déterminés, les prolétaires ne doivent compter que sur eux-mêmes pour obtenir satisfaction.

P.-S. — Nous avons cité le programme de l'Isère, mais d'autres U.D., telle celle de la Loire, ont conçu un programme semblable, animé du même esprit.

LES VÉRITABLES CAUSES DE STAGNATION DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE ET DU FAIBLE NIVEAU DE VIE DES SALAIRES

C'est un fait incontesté, quand on donne 100 francs en France pour l'achat d'un poids donné de farine, on obtient la même quantité de farine aux Pays-Bas avec l'équivalent de 62 francs et, en Belgique, avec l'équivalent de 76 francs. Quand on achète pour 100 francs de lait condensé sucré en France, on a la même quantité de lait condensé en Grande-Bretagne avec l'équivalent de 57 francs, aux Pays-Bas avec l'équivalent de 64 francs.

Pour chaque billet de 100 francs versé en France pour l'achat d'un compteur électrique, on n'a à donner que 87 francs en Suisse, 79 en Italie, 76 en Allemagne, 89 en Grande-Bretagne.

Au Maroc, les câbles électriques d'origine belge sont vendus à un prix égal aux 60 % du prix français un tracteur anglais ne vaut que les 80 % du prix du tracteur français.

Ces chiffres sont extraits du rapport de la commission Nathan, commission créée par le gouvernement, le 6 janvier dernier, pour étudier les causes de la disparité des prix français et étrangers.

Nous avons pris quelques exemples entre mille.

**

Comment se fait-il qu'en France les prix de vente soient plus élevés que dans les autres pays ?

Tous les adversaires du progrès social ou simplement les conservateurs des différentes catégories sociales qui n'ont jamais réussi à se libérer des vieilles méthodes de travail et des traditions, n'ont trouvé qu'une explication et ils la répètent en toutes circonstances : *en France, les charges fiscales et les charges sociales sont trop élevées et pèsent trop lourdement sur le prix de revient.*

Et voilà que la commission Nathan aurait démontré l'inexactitude d'une telle affirmation.

La charge fiscale, précise-t-elle, est sensiblement identique dans l'ensemble des pays en pourcentage du produit national brut. Et elle a donné des précisions, qui valent également pour les charges sociales :

Les charges fiscales représentent en France 23 % du revenu national brut, et les charges parafiscales, y compris les cotisations de sécurité sociale, 31,2 %. Or, les mêmes charges, représentent respectivement 25,5 % et 33 % du produit national en Allemagne, 29,6 % et 32,7 % en Grande-Bretagne.

La raison de la disparité des prix français et des prix étrangers résiderait plutôt dans le fait que les taxes indirectes, en France, toutes répercutées sur les prix, avec majoration en général, l'empportent, de loin, sur les impôts directs qui, en Allemagne, constituent une grande part des recettes budgétaires,

et en Angleterre, une part prépondérante de ces mêmes recettes.

**

Autre constatation de la commission Nathan : c'est que les charges directes ne frappent à peu près pas les revenus agricoles et permettent à de nombreux contribuables d'y échapper totalement ou en partie grâce au quotient familial. Et nous n'avons encore que des extraits du rapport Nathan ; chacun sait que les commerçants, les professions libérales et les petits producteurs de toutes les catégories trouvent facilement le moyen de ne pas déclarer leurs revenus réels et d'échapper, en grande partie du moins, à l'impôt direct ; nous ne savons pas encore si la commission l'a démontré. Mais déjà, nous avons l'explication de l'indignation des représentants des petites et moyennes entreprises, et peut-être trouvons-nous ainsi la justification du retard de 15 jours apporté au dépôt du rapport de la commission Nathan.

Voilà l'argument massue des adversaires du progrès social réduit à néant.

**

Quant à l'indignation des familles — ou plutôt de ceux qui parlent en leur nom — lorsqu'il est question de limiter les effets du quotient familial, nous sommes loin de la partager. Que la nation, pour assurer la continuité et le durcissement de la force de travail, participe aux charges familiales, ça se comprend. C'est un problème national qui intéresse toutes les classes sociales et tout particulièrement les détenteurs des moyens de production. Il n'est pas juste que cette participation soit le fait des seuls salariés. Or, jusqu'à maintenant, ce sont les salariés qui ont payé les allocations familiales ; ce qui est accordé aux pères de famille au titre des allocations familiales est le produit d'un prélèvement sur les salaires et fait partie de la masse globale des salaires versée par les entreprises. Les allocations familiales, ça revient à la collectivité tout entière, ça doit être assuré par l'impôt. Et, pour que la situation soit nette, pour qu'on sache exactement quelle est l'importance de cette charge, et pour qu'on ne complique pas inutilement la comptabilité des services sociaux, des services publics et des agents du fisc, il faut cesser de faire entrer en considération la situation de famille dans les voyages, les impôts, car on ne fait ainsi que favoriser les familles nombreuses qui ont beaucoup à voyager et qui ont à payer beaucoup d'impôts...

**

Mais la commission Nathan a trouvé d'autres causes, les causes profondes de la disparité des prix français et des prix des autres pays de l'O.E.C.E. Elle en énumère beaucoup, évidemment, car elle sait qu'elle se fera accrocher par tous ceux qu'elle peut contrarier, et il faut donner des gages aux plus agressifs.

Dans les extraits que nous avons en notre possession (le 20 mars) il n'est pas question des salaires pris dans leur ensemble. Une statistique exacte de la masse des salaires et, à l'intérieur de celle-ci, du total des salaires directs versés dans les différents pays, serait très utile. On y parle seulement de la pratique de l'augmentation « monolithique » des salaires, ce qui demanderait des prévisions, et de la loi de 40 heures. Nous avons l'impression que cela figure seulement pour calmer l'indignation de P.M.E. et des porte-parole des familles nombreuses.

Arrêtons-nous donc sur les causes indiscutables.

Il y a les charges militaires, évidemment ; la dépendance des approvisionnements étrangers, le mauvais appareil commercial à l'étranger, le coût élevé du fret sur les navires français, les lourds

frais portuaires qui jouent dans une faible mesure.
Mais il y a surtout :

les encouragements à certaines formes économiques de production et de vente ; le régime fiscal des artisans, de l'agriculture, et des amortissements ;

les obstacles à l'abaissement et les encouragements à l'élévation des prix : soutien des prix agricoles, stockage des produits, aide aux productions excédentaires, ententes professionnelles, prix des marques, législations particulières de caractère professionnel...

Voilà qui pose le problème des coûts élevés dans les circonstances actuelles, et qui permet de trouver des solutions immédiates sans même mettre en jeu le principe du profit capitaliste.

Et c'est sur ces points précis que nous verrons nos réformateurs sociaux à l'œuvre.

Prendront-ils le taureau par les cornes et affronteront-ils ces classes moyennes, ces associations familiales et autres associations chargées de faire respecter les traditions ?

Nous ne parlons pas, bien entendu, des faux réformateurs abrités derrière les doucereuses formules de réconciliation des classes, de résignation, de charité ; de tous les pleurnichards qui font appe-

à la bonté des repus.

Nous ne comprenons pas l'abbé Pierre dans cette catégorie, mais nous y englobons beaucoup de ces bonnes âmes à qui il a fourni l'occasion de se faire pardonner leur dureté à l'égard des déshérités, à qui il a permis de se donner l'illusion d'avoir pris en charge les malheureux en prélevant une obole sur les bons profits autorisés par les lois, les coutumes et les hiérarchies de toutes les Églises. Il leur a permis de couvrir leur incompréhension des misères actuelles, leur manque de courage pour en rechercher les causes et prendre parti ensuite dans la lutte pour supprimer ces causes, par un geste de générosité qui coûte peu, qui n'engage à rien et procure parfois le soulagement de verser une tiède larme au cours d'une réception où les privilégiés du régime rivalisent de tendresse pour les sans-logis et les victimes résignées de l'ordre social.

Nous nous adressons seulement aux défenseurs « titrés » du prolétariat.

Ce serait pour certains un moyen de redorer le blason du parlementarisme et de la démocratie.

Pour d'autres, l'occasion de justifier le diplôme qu'ils se sont octroyé de seuls défenseurs du prolétariat.

Nous les verrons à l'œuvre !

La Vie des Cercles

CERCLE ZIMMERWALD

Un camarade revenant d'un long voyage en Afrique noire a examiné les grands courants d'émancipation des Noirs depuis la première guerre mondiale.

Ces courants, essentiellement dirigés contre la situation coloniale, sont fonction des situations économiques et sociales concrètes dans lesquelles ils se développent.

Il faut distinguer, à ce point de vue, plusieurs grandes catégories de territoires.

Dans les territoires insalubres, où les Blancs sont une infime minorité, où il n'y a qu'un faible colonat européen, et où les Africains continuent à être propriétaires collectifs du sol, les tensions raciales et sociales sont les plus faibles. C'est le cas de l'Afrique occidentale française et britannique. Dans ces territoires, la mise en valeur capitaliste est essentiellement orientée sur le commerce : achats de produits coloniaux aux indigènes, ventes d'articles manufacturés. Cette fonction peut continuer à s'accomplir même dans un régime où la bourgeoisie africaine participe à la conduite des affaires politiques. C'est pourquoi, dans ces régions, les puissances colonisatrices se sont montrées généreuses, et ont donné des droits politiques aux Africains. Ces pays s'orientent vers des situations du type Indes (Côte de l'Or : Gold Coast) et des situations parlementaires (Colonies françaises d'A.-O.F.). Ces pays sont en train de faire leur révolution bourgeoise contre les seigneurs blancs.

Dans les territoires où les Blancs peuvent s'implanter à demeure, tels l'Union Sud-Africaine, les Rhodésies, les hauts-plateaux du Congo belge et du Kenya, l'occupation européenne s'est accompagnée d'une spoliation des terres et une partie des Africains se sont transformés en salariés au service des exploitations européennes : plantations, mines, industries. Le colonat européen est dynamique, fortement antiraciste et se protège de

la masse noire, par des mesures sociales et législatives, telle la Colom-Bar qui refuse l'octroi de droits politiques aux Noirs.

Les tensions sont beaucoup plus fortes et donnent souvent naissance à des conflits ; c'est de ce deuxième type de territoires africains que parle le conférencier.

Deux types d'actions émancipatrices sont analogues à ceux qu'a connus le mouvement ouvrier européen : la lutte syndicale et la lutte politique.

La lutte syndicale n'a pas pris un grand essor d'une part, parce que le développement industriel de l'Afrique noire ne s'est fait que depuis assez peu de temps — depuis la première guerre mondiale, et surtout depuis la seconde — dans des zones assez limitées telles que l'Afrique du Sud (régions portuaires, mines d'or et de diamant), la Rhodésie (Copper Belt), le Katanga (mines et industries secondaires), d'autre part parce que les colonisateurs — sauf dans des cas exceptionnels : Congo belge après la deuxième guerre mondiale — ont fait obstacle au développement des syndicats. Ceux-ci ont pris les formes des mouvements européens et ont pris quelque ampleur vers 1919, dans les régions minières (Rand), dans les activités présentant une certaine concentration ouvrière telles que les ports et les chemins de fer. Mais les faibles rémunérations des travailleurs, le fait que beaucoup d'entre eux étaient illettrés, les mesures de ségrégation « and d'industrial bar » ont nui au développement de ces organisations qui ont, notamment, périclité au cours de la dépression économique des années 30.

Il faut noter qu'en Afrique du Sud et en Rhodésie, les syndicats européens sont opposés aux syndicats africains en raison de la menace que la montée du prolétariat noir fait peser sur les avantages acquis par la portion la moins fortunée de la population blanche. Au contraire, les groupes industriels, tels que l'Anglo American Corp de Sir Oppenheimer, sont dans une certaine mesure favorables à la promotion industrielle des noirs indispensable pour la mise en valeur rationnelle du pays et la bonne marche des affaires. Les positions ne sont paradoxales qu'en apparence...

La lutte politique du type parlementaire ne peut être qu'extrêmement réduite, puisque, en règle générale, toute activité politique est interdite aux noirs. En Afrique du Sud il existe des groupements multiraciaux clandestins communistes et trotskystes, dont les adhérents font de l'agitation et publient même des journaux à demi tolérés par le gouvernement. Mais comme ce dernier donne l'épithète communiste à tout ce qui n'est pas d'accord avec lui, et que les révolutionnaires agissent surtout individuellement sans étiquette déclarée ni mots d'ordre orchestrés, il est difficile d'évaluer l'importance de ces partis politiques. Il ne semble pas que les masses d'Africains illettrés aient été sérieusement touchées par la propagande communiste. A l'heure actuelle, les mouvements revendicatifs de caractère syndical ou politique sont alimentés par les vicissitudes quotidiennes de la vie locale et régionale — coût de la vie, transports, logement, système des laisser-passer — au sujet desquelles l'unanimité se fait assez facilement. Les divers courants en présence — tendances communistes stalinienne, trotskyste, libertaires — semblent se cantonner à quelques individus, anciens étudiants instituteurs, typos. Dans le prolétariat du Congo belge par exemple, il est très difficile de déceler si ces courants ont des représentants.

Un troisième type d'actions émancipatrices est au contraire d'inspiration originale et est lié aux conditions spéciales à l'Afrique. Il s'agit de sectes politico-religieuses xénophobes et prophétiques. Ces sectes sont directement inspirées des confréries fréquentes dans les sociétés africaines pré-européennes où elles jouaient le plus souvent, face aux structures classiques et tribales surtout conservatrices, un rôle dynamique et transformateur. Ces groupements magico-fraternels se sont adaptés aux conditions nouvelles et ont été influencés profondément par les apports religieux des missionnaires européens. Ils ont repris à leur compte les enseignements de la Bible ou des Testaments qu'ils ont transposés, souvent contre la volonté des missionnaires, à leur propre situation. En même temps, ils ont changé leur orientation et deviennent un outil de lutte antieuropéen.

Extrêmement nombreuses et diverses, ces sectes politico-religieuses ont essaimé un peu partout dans l'Afrique australe notamment après la première guerre mondiale. Citons le mouvement des « Israélites » qui annonçait la fin du monde si on ne revenait pas aux pratiques des patriarches israélites et qui se développe en Union Sud-Africaine à partir de 1909, le mouvement des « Wellingtonites » également en Afrique du Sud, mais qui se développe entre les deux guerres et qui prêchait l'espoir de libération de la domination européenne par des avions américains et des moyens magiques, le Kitawala Watch-Tower, inspiré de sectes d'Amérique du Nord et qui, parti d'Afrique du Sud, se propagea vers les Rhodésies et le Congo belge, le Ngunzisme né sur les rives du bas Congo et qui s'organisa autour de Kibangu, néophyte protestant qui se disait appelé par Dieu comme prophète, les sectes Mao-Mao enfin, qui sont bien connues des lecteurs.

Ces sectes correspondent à un moment de l'évolution de la situation coloniale qui, complètement bouchée dans tous ses horizons, ne laisse un espoir que dans les sauveurs magiques. Leur forme de sociétés secrètes convient bien aux conditions du moment où seule une action clandestine est possible. Au point de vue sociologique, elles marquent une transition synchrétique entre la société archaïque et la société nouvelle. Mais, il est vraisemblable qu'elles ne constituent qu'une étape sur le chemin de la libération : on les voit évoluer à mesure que l'ensemble de la société

évolue, elles tendent à rationaliser leurs objectifs, à perdre leur caractère tribal vers l'horizon plus large de la « négritude » et de l'humanité, et de toute façon jouent un rôle dynamique primordial dans la lutte pour l'émancipation.

DISCUSSION

La discussion débute par les souhaits de Marc Pivert, afin qu'une solidarité des travailleurs des autres continents aplanisse les difficultés et les tâtonnements inévitables qui ne manquent pas de se produire en laissant les travailleurs noirs livrés à leur propre initiative.

Bien entendu, une telle solidarité est souhaitable. Malheureusement, en Union Sud-Africaine, les syndicats des « Petits Blancs » ont abouti à un syndicalisme réactionnaire par son racisme, et bien loin des conceptions internationalistes dignes de véritables syndicalistes.

Un camarade est surpris que le jeu du « communisme » ne soit pas dénoncé avec plus de vigueur.

Pour le conférencier, il n'y a pas de spectre « communiste », et si les chefs ont été plus ou moins formés par l'école moscoutaire, la submersion des leaders aurait du mal à résister à une situation révolutionnaire dont les racines proviendraient des pays en cause.

Néanmoins, même dans un milieu spontané les « communistes » réussissent à parvenir à des postes responsables car ils savent parfaitement s'adapter au mouvement général de réaction anti-européenne, consécutif à toutes les exactions commises.

La seconde partie de la réunion a été consacrée à l'audition d'un camarade qui vient de participer à un voyage organisé en Russie. L'essentiel de ses observations est donné dans ce numéro de la R. P. sous le titre « Six semaines en U.R.S.S. ».

L'exposé de ce camarade a été suivi d'une discussion, au cours de laquelle, notamment, le camarade Lazarévitch a opposé des textes de la presse russe aux impressions de notre voyageur.



SEANCE DU DIMANCHE 9 MAI 1954

La prochaine séance du Cercle Zimmerwald aura lieu le dimanche 9 mai 1954, à 15 heures, 78, rue de l'Université, Paris-7^e.

Le camarade Chéramy traitera le sujet suivant : « Masses arabes et impérialismes en Egypte ».

Un libre échange de vues suivra cet exposé.

Nos camarades sont priés d'amener, sous leur responsabilité, leurs amis que l'activité du Cercle Zimmerwald intéresse.

Les conférences « Défense de l'homme »

Aux Sociétés savantes, 28, rue Serpente, Paris 6^e. Les samedis, à 18 heures : *Causeries d'initiation*, scientifique, sociologique, philosophique (3^e série).

Notre enquête chez les non-conformistes.

Pourquoi je suis :

Libre penseur, par Jean Cocteau, le 3 avril.

Fédéraliste, par Henri Bouyé, le 10 avril.

Libertaire, par Helem, le 17 avril.

Pacifiste, par Félicien Challaye, le 24 avril.

Révolutionnaire, par Maurice Joyeux, le 1^{er} mai.

Individualiste, par Louis Simon, le 8 mai.

Syndicaliste, par Roger Hagnauer, le 15 mai.

Athée, par André Lorulot, le 22 mai.

Anarchiste, par Ch.-Auguste Bontemps, le 29 mai.

LES FAITS DU MOIS

MARDI 2 MARS. — 3 Portoricains tirent au Capitole de Washington et blessent 5 représentants.

— M. Mzali devient président du conseil de Tunisie.

— Réunion à Washington du comité central de la Fédération internationale des ouvriers de la métallurgie, qui décide de poursuivre son aide financière aux syndicats libres de France et d'Italie.

MERCREDI 3 MARS. — Le gouvernement du Viet Minh proteste contre l'intervention américaine en Indochine.

— Au Danemark, élections municipales : succès socialiste.

— Des pourparlers sont engagés entre les autorités britanniques et les rebelles Mao-Mao.

JEUDI 4 MARS. — Les colons du Kenya protestent contre les pourparlers avec les Mao-Mao.

— Les élections dans le Travancore-Cochin (Inde) marquent un succès du front uni des Gauches, auquel adhèrent les communistes.

— Six décrets du bey de Tunis renforcent l'exécutif, instituent une assemblée tunisienne consultative et une délégation représentative des Français.

— Ouverture à Caracas de la Conférence inter-américaine.

VENDREDI 5 MARS. — Le sultan du Maroc est blessé par une bombe à Marrakech.

— A Moscou, déclaration de Molotov critiquant vivement le bloc Atlantique.

— L'Union générale des travailleurs tunisiens affirme que les réformes sont une caricature de démocratisation.

SAMEDI 6 MARS. — On annonce en Egypte la réunion d'une Constituante, des mesures d'amnistie et l'abolition de la censure.

— Au comité central du parti communiste, Auguste Lecœur, secrétaire du Parti, est mis en accusation.

— Le président Eisenhower ordonne la continuation de l'aide américaine aux pays d'Europe, exportant des produits stratégiques vers l'Est.

LUNDI 8 MARS. — Le Viet Minh attaque l'aérodrome de Catbi près de Haiphong.

— Arrestation des chefs communistes et nationalistes à Porto-Rico.

— Signature d'un accord de défense mutuelle entre le Japon et les Etats-Unis.

MARDI 9 MARS. — Entretien à Paris entre M. Bidault et le chancelier Adenauer sur la Sarre.

— Elections finlandaises ; légère avance des socialistes et des agrariens.

MERCREDI 10 MARS. — L'Assemblée nationale, à l'issue du débat sur l'Indochine, vote l'ordre du jour proposé par le gouvernement par 377 voix contre 235.

JEUDI 11 MARS. — Ouverture du Congrès radical.

— La C.G.T. convoque des conférences départementales des délégués des entreprises ; son bureau demande d'assurer le succès des manifestations organisées contre la C.E.D.

SAMEQI 13 MARS. — Epuration en Hongrie. L'ex-chef de la sécurité est condamné à la prison à vie.

— Les Chambres belges sont dissoutes, après avoir ratifié la C.E.D.

DIMANCHE 14 MARS. — En Seine-et-Oise, Mme Peyrolles, du M.R.P., est élue contre M. André Stil, communiste.

LUNDI 15 MARS. — Violente bataille en Indochine autour de Dien-Bien-Phu.

— A la conférence interaméricaine de Caracas, la résolution contre le communisme est adoptée

par 17 voix contre 1 (Guatemala) et 2 abstentions (Argentine, Mexique).

— Manifestation de vigneron à Pernignan.

MARDI 16 MARS. — Bagarres à Tunis, à la suite d'une manifestation d'étudiants, 2 morts et plusieurs blessés.

MERCREDI 17 MARS. — Election communale en Carinthie (Autriche) : succès socialiste.

JEUDI 18 MARS. — Dans le désert de Neguev, un car israélien est attaqué par les Arabes : 11 morts.

VENDREDI 19 MARS. — Réunion d'un congrès intersyndical des mineurs et sidérurgistes des pays du Pool.

SAMEDI 20 MARS. — Conférence internationale contre la C.E.D. sous la présidence d'honneur de M. Herriot, avec Nenni, C. Bourdet, Casanova, E. Kahn et L. Marin.

MERCREDI 24 MARS. — L'Angleterre rompt les discussions avec l'Egypte sur le canal de Suez.

JEUDI 25 MARS. — L'Etat d'Israël demande la convocation du Conseil de sécurité de l'O.N.U. pour examiner l'affaire du désert de Neguev.

— Le général Neguib annonce que le Conseil révolutionnaire égyptien sera dissous le 23 juillet.

VENDREDI 26 MARS. — L'Union Soviétique annonce qu'elle rend sa souveraineté à l'Allemagne orientale, mais maintient ses troupes d'occupation.

— Vives discussions en Angleterre à la suite de l'explosion thermo-nucléaire.

— Procès des grévistes basques à Vittoria en Espagne.

— La Fédération autonome de l'Education nationale décide une grève d'avertissement pour le 31 mars.

LUNDI 29 MARS. — A la suite de nombreuses manifestations, on renonce en Egypte au rétablissement de la vie parlementaire et le Conseil de la Révolution reste au pouvoir.

— Des soldats israéliens attaquent un village jordanien : 9 morts et 17 blessés.

— Nouvel attentat à Marrakech (Maroc) au café de France.

ENTRE NOUS

Les lecteurs de la R.P. ne trouveront pas dans ce numéro l'habituelle situation financière. Sérieusement malade, notre ami Finidori n'a pu participer à la confection de la revue, ni non plus faire le bilan. Rassurons ses amis en indiquant qu'il est en voie de guérison et reprendra bientôt sa besogne de cuisinier et d'administrateur.

Pas besoin de bilan pour répéter ce que la R.P. attend plus que jamais de l'effort de ses lecteurs. Renouvellement régulier des abonnements, ordinaires ou de soutien, souscriptions (y compris par liste comme il a été suggéré) et surtout recherche de nouveaux abonnés : la revue a besoin de tout cela pour durer. L'âge de la R.P. peut donner l'illusion qu'elle surmontera toutes les difficultés, puisqu'elle a tenu tant d'années. En réalité, il lui faut, c'est urgent, élargir le cercle de ses lecteurs et de ses amis. Duperray évoque, dans une lettre, les efforts gaspillés dans les groupuscules et les petits organes ; la R.P. qui n'est pas l'organe d'une tendance — la diversité des opinions exprimées l'indique assez — est largement ouverte aux efforts minoritaires et non conformistes. Pour qu'elle reste cette tribune libre, pensez aux abonnés possibles, faites circuler la R.P. autour de vous, envoyez-nous des adresses.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes »
232, rue de Charenton, Paris-12^e

LA DOCUMENTATION ECONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative d'édition et de librairie
198, AVENUE DU MAINE PARIS-XIV^e
C. C. P. 5450.00 Paris — S.U.F. 66-71

Francs

- John DOS PASSOS : Numéro Un** 550
(« Numéro Un » nous offre un aspect nouveau du talent de John Dos Passos : la grande satire politique et sociale. Il y excelle.)
- Jésus HERNANDEZ : La grande trahison** 485
(L'explication de l'attitude de l'Union Soviétique pendant la Révolution Espagnole par celui qui se dénommait lui-même « le premier ministre de Staline à l'étranger ».)
- Constant MALVA : Ma nuit au jour le jour** 480
(Un mineur décrit la vie harassante et dramatique de ses compagnons perdus dans la nuit angolossante de la mine.)
- Philippe de PIREY : Opération gâchis** 570
(Livre interdit en Indochine.)
- Charles MORAZE : Les trois âges du Brésil** 680
(Grâce à un parallèle entre le développement du Brésil et l'histoire de l'Europe, l'auteur situe les étapes et l'état actuel. Que fait ? Que peut faire le Brésil ? L'auteur y répond.)
- GUGLIELMI et PERROT : Salaires et revendications sociales en France (1945-1950)** .. 1.000
- DEPRIMOZ : Les salaires et le niveau de vie ouvrier en Belgique (1936-1951)** .. . 1.100
- PAYART : La politique gouvernementale des salaires aux Etats-Unis (1940-1950)** .. . 1.000

PASSEZ VOS COMMANDES EN VOUS RECOMMANDANT
DE « LA REVOLUTION PROLETARIENNE »

Vient de paraître :

Collection de la « Révolution Prolétarienne » - III

R. LOUZON

LA CHINE

— Ses trois millénaires d'histoire

— Ses cinquante ans de révolution



Prix de l'ouvrage : 400 fr. franco.

*Prière d'adresser les commandes, avec leur montant, à
La Révolution Prolétarienne, 14, rue de Tracy, Paris-2.*

C.O. postal PARIS 734-99